

Programme Du Parti communiste-ouvrier d'Allemagne (KAPD)



«Tout le pouvoir aux conseils d'ouvriers et de soldats», manifestation à Berlin, 18 décembre 1918.

Berlin, janvier 1924

Édition, traduction, introduction et notes en français, par Ph. BOURRINET

Paris, décembre 2017, Éditions moto proprio 我的摩托车出版社 - 10 €



Hans Baluschek, *Die Ausgesperrten* (ouvriers en grève exclus de l'entreprise), 1920 (Märkisches Museum, Berlin)



«La Russie arme la Reichswehr. De la révolution à la contre-révolution». Brochure du KAPD, publiée à Berlin en 1927, dénonçant la collusion entre la Reichswehr et l'Union soviétique, qui entraînait en secret l'armée allemande sur son propre territoire. D'autre part, l'Union soviétique livrait depuis plusieurs années des armes destinées à la Reichswehr dans le port de Hambourg. Ces armes étaient de temps à autre livrées très discrètement par la Reichswehr aux milices d'extrême droite, dont le parti nazi.

INTRODUCTION DE L'ÉDITEUR

Philippe BOURRINET, décembre 2017.

AVANT-PROPOS

C'est dans une période de crise toujours plus tumultueuse, celle d'une accumulation de catastrophes sociales, d'affrontements guerriers entre impérialismes et de chaos grandissant dans tous les domaines – économique, politique et social –, que le Parti communiste-ouvrier d'Allemagne KAPD présente au prolétariat un nouveau programme, dans lequel il devrait trouver et – nous l'espérons – trouvera autant une réflexion concise sur la phase actuelle de développement capitaliste qu'une élaboration des tâches qu'il doit accomplir, sous peine de sombrer en tant que classe.

Entre le premier et le deuxième programme, près de quatre années se sont écoulées, une période remplie de combats et de défaites de la classe ouvrière allemande. Tirer les leçons des expériences de cette période, les porter à la conscience de la classe ouvrière, tel est également le but recherché par la publication de ce second programme, tel qu'adopté par le Sixième congrès du KAPD (9-11 sept. 1923).

Un programme n'est pas une recette que l'on peut utiliser pour chaque situation. Si cela doit être plus qu'une sagesse de papier, l'action (*Tat*) doit suivre. Mais pour pouvoir accomplir cette action, la clarté sur les moyens, les conditions et les objectifs de la lutte d'émancipation du prolétariat reste la condition essentielle.

La connaissance de l'interaction dialectique dans l'histoire est encore peu ancrée dans le prolétariat. C'est cette dialectique de l'histoire qui transforme sans cesse des organisations et des idéologies en obstacles contre-révolutionnaires; c'est cette dialectique même qui les sclérose, et il faut encore et encore surmonter ces nouveaux obstacles. Même si le «vieux» ou l'obsolète disparaît ou tombe en poussière et – dans la mesure où il a encore une ombre d'existence – agit comme un fléau, comme une arme aux mains de la contre-révolution, il défie toute tentative de réorganisation [sociale] (*Reformierung*) et de «conquête» [du pouvoir] (*Eroberung*). Mais un jour le voile finira par se déchirer.

Ce programme se confronte à une situation réelle et à ses effets, aux moyens de surmonter-dépasser un monde à l'agonie, ainsi qu'à la politique de la social-démocratie et des syndicats de tout plumage, bâtie en partie sur l'utopie, en partie sur la trahison. Les expériences de lutte classiste du prolétariat s'y cristallisent à nouveau. Votre proclamation [révolutionnaire] éclairera le chemin qui mène vers d'autres rives et sera donc déjà un acte en soi, une condition sine qua non d'actions politiques concrètes jusqu'à l'heure de la décision.

Puisse le prolétariat mondial tout ensemble accélérer l'internationalisation du présent programme, par une clarification générale, un renforcement de la conscience de classe, une solidarité de classe internationale, indispensables à la création d'une Internationale de combat, outil indispensable d'une volonté révolutionnaire s'exprimant de bas en haut!

Berlin, janvier 1924.

Kommunistische Arbeiter-Partei Deutschlands,

Geschäftsführender Hauptausschuß (Comité directeur d'affaires courantes = Comité exécutif).

PREMIÈRE PARTIE

Essor et déclin de l'économie capitaliste à l'ère de l'impérialisme; conséquences de la guerre mondiale et des accords de paix pour la société bourgeoise et le prolétariat.

I.

L'impérialisme, qui est le stade de la plus forte accumulation de pouvoir au sein de la société capitaliste, a pour effet de ruiner les fondations sur lesquelles il s'est bâti. Les forces productives qu'il a développées ont fait exploser le cadre social, transformant le capitalisme en un élément destructeur s'auto-dévorant. C'est la continuation d'une chute, marquée par de terribles convulsions et une révolte constante contre les lois d'airain de l'histoire.

Le capitalisme a été ébranlé par diverses crises au cours de son développement. Jusqu'à présent, elles ont été les germes d'un essor renouvelé et, en même temps, les conditions nécessaires à son renversement final par le communisme. Chaque crise a une certaine portée historique, dont le caractère est nettement défini.

La caractéristique générale de la crise précédente était la stagnation de la production due à la surproduction. L'anarchie de l'économie, qui trouve son expression dans la crise en question, a été surmontée par un changement de production, un niveau technologique plus élevé, une forme d'organisation modifiée et l'ouverture de nouveaux marchés. Ces mesures ont permis d'augmenter le capital pour le pouvoir d'achat des masses, malgré la baisse des salaires monétaires ont non seulement pour compenser sa perte, mais encore augmenter les profits en augmentant la production, mis en scène des affaires même. Ces crises ont été nécessaires au capital pour donner au corps fiévreux une nouvelle opportunité de vie. Mais la contradiction inhérente au capitalisme en tant qu'ordre économique n'était nullement surmontée; sa tendance à son propre anéantissement s'intensifiait. L'amélioration de la technologie dans l'organisation ou l'économie et la concentration concomitante ont forcé le capital à franchir les frontières nationales, parce que dans ce cadre les possibilités d'expansion ne sont plus offertes. Selon les différentes étapes du développement de la construction du capitalisme, il y avait un décalage entre et dans les classes. Les différentes catégories au sein des classes ont été obscurcies par l'opposition éclipsée entre le capital et le travail. L'importance des conflits entre les différentes couches sociales n'a pas été suffisamment prise en compte par le prolétariat dans la direction de la lutte des classes. De plus, les possibilités tactiques qui en résultaient ne furent pas pleinement exploitées.

Ce regroupement est une base essentielle pour la structure de l'économie sous le règne du capital. Par la révolution bourgeoise, le Capital, qui était essentiellement agraire, l'a emporté dans sa lutte violente contre le système féodal et s'est créé une marge de manœuvre. Avec l'industrialisation croissante, la prédominance du capital agricole a été surmontée au prix d'une âpre lutte. À sa place succéda une combinaison de capital financier et commercial, qui pour sa part donna des ailes au capital industriel.

Ces luttes entre groupes capitalistes pour la suprématie ont également provoqué un bouleversement au sein des classes opprimées. La particularité de la méthode de production du capital agraire, qui en donnait d'usufruit qu'à une section très limitée de la classe dominante, créa un excédent de forces, qui afflua vers l'industrie et l'administration de l'État en plein développement. La classe moyenne et le prolétariat élargirent ainsi leur base. Le capitalisme en pleine floraison s'appuya principalement sur une petite bourgeoisie renforcée et la partie qualifiée de la classe ouvrière, sur des couches que le capital séparait de la masse des exploités en leur

accordant plus d'avantages, pour jouer les uns contre les autres. Comme, au cours de cette période, la masse des esclaves salariés ne sortait pas les poches vides avec l'augmentation générale de la prospérité, une plus forte manifestation d'une conscience de soi du prolétariat fit défaut. Cela se traduisit par un essor des illusions réformistes au sein même du mouvement ouvrier.

La loi de la concurrence économique nationale contraignit le capital à augmenter monstrueusement la production en améliorant les méthodes de production grâce à une exploitation intensive de la force de travail. Cela conduisit à un épuisement complet des possibilités de ventes avec profit sur le marché national. La tentative de sortir de cette impasse par une vaste politique coloniale ne pouvait, sur le long terme, mettre fin aux contradictions et aux tendances à l'anarchie au sein de l'ordre capitaliste. En particulier, les États qui – suite à une industrialisation trop tardive et d'autant plus convulsive – n'avaient aucune possibilité de se créer des zones de vente forcée, aggravèrent nécessairement les contradictions qui poussaient vers une confrontation violente. L'impossibilité de trouver une issue de secours économique convainquit le capital que la guerre était le seul moyen de surmonter les contradictions nées du développement lui-même. En conséquence, une démentielle période de course aux armements prit son envol. Le capitalisme avait atteint son zénith, ce fut en même temps le début de son effondrement.

L'impérialisme, avec tous ses effets destructeurs, est une nécessité historique née du développement capitaliste. Seuls les pacifistes petits-bourgeois peuvent y voir un mouvement corrigible, dépendant du bon vouloir des capitalistes. Leurs méthodes brutales de violence sont inévitables. Elles produisent une pression énorme à l'extérieur contre les concurrents et en même temps aussi à l'intérieur contre le prolétariat dominé. Le résultat en est une chaîne de catastrophes sociales incessantes qui entraînent un inextricable imbroglio politique. La guerre mondiale a été une tentative violente de trancher d'un seul coup le nœud gordien. Cette tentative n'a pas seulement échoué, mais les contradictions n'ont fait que s'accumuler jusqu'à l'affrontement final. Le son du canon grondant sur les champs de bataille annonçait le crépuscule des dieux du capitalisme.

Le capital était conscient, en entrant en guerre, que la crise imminente ne pourrait être surmontée que par une rapide campagne militaire victorieuse. Il considérait qu'une adaptation plus longue, et presque exclusive, des forces productives aux besoins de la guerre n'était pas viable économiquement, car une telle destruction équivalait à une destruction complète de l'économie. En conséquence, des mesures militaires ont été prises pour l'emporter dès les premiers assauts. Le début de la guerre de position a réduit à néant cette espérance. Aussi, les puissances entrées en lice n'eurent d'autre choix que de faciliter la poursuite de la guerre en lui donnant des bases plus larges par l'organisation minutieuse des forces économiques et militaires. Pour la même raison, ils ont également jeté tous les peuples non concernés directement par le conflit dans ce chaudron de sorcières. Comme la mobilisation était menée avec la plus grande énergie des deux côtés, la lutte ne pouvait aboutir qu'à un épuisement monstrueux des forces.

Tout l'appareil de production a été reconverti pour les besoins directs de la guerre. Le meurtre organisé devint l'unique but de l'économie. Il donna au capital mondial un magnifique champ d'exploitation. – Cinq années durant, les besoins vitaux des masses laborieuses se réduisirent toujours plus comme peau de chagrin. Les mesures qui limitaient jusqu'alors l'exploitation furent abolies : pour remplacer les hommes mobilisés dans les tranchées comme chair à canon, vieillards, femmes et enfants furent poussés comme du bétail dans les usines pour fabriquer des instruments de meurtre. Toute apparence de vie politique fut violemment étouffée. L'opinion publique tomba sous la coupe corruptrice de la classe dominante et de ses valets qui subordonnaient tout aux objectifs de guerre. Tous les liens et relations sociales antérieurs se brisèrent parce que les conditions sociales de leur existence disparurent et le sol sur lequel ils prenaient pied se déroba.

L'économie de guerre basée uniquement sur la destruction des corps et des biens (*Gut und Blut*) a sapé la base même de la reproduction du capital. La production des moyens de production a été presque complètement disloquée. À cet égard, on vivait complètement de la substance même du capital; de plus, des millions de personnes ayant participé au processus de production ont été utilisées de manière improductive. Ces années de gaspillage planifié ont complètement miné la reproduction des rapports de production. Cela se ressentait surtout dans l'agriculture. Au lieu d'un mode économique jusqu'ici intensif, on passa à une forme extensive en raison du manque de force de travail fournie par l'homme et l'animal, mais aussi du manque d'engrais. En conséquence, le rendement des sols diminua d'environ 40 p. 100. De plus, le niveau de vie des travailleurs dans les pays industrialisés fut encore énormément comprimé, par le fait que les circuits d'importation de biens alimentaires, qui déjà en temps normal étaient indispensables, furent coupés – en partie en raison du blocus, en partie en raison de l'utilisation quasi exclusive du fret pour la conduite de la guerre. L'ensemble de l'appareil de production devint ainsi de plus en plus obsolète. Le défaut d'accumulation empêcha tout développement technique. Cela concerna tout particulièrement les prétendues industries clés, tandis que la production industrielle orientée vers la guerre grimpa à des sommets inimaginables.

Les coûts de la guerre – en raison d'une trop grande usure du matériel – ont consumé l'ensemble des forces économiques des capitalismes nationaux engagés dans la guerre. Non seulement les forces injectées dans l'économie furent exploitées de toutes les façons possibles, mais le crédit étranger fut aussi utilisé à l'extrême, après que tous les avoirs accumulés par l'exportation de capitaux eurent été troqués contre des livraisons de matériel. Le capital américain monta en première ligne pour siphonner (*Aufsaugung*) les capitaux européens. De cette manière, le centre de gravité de l'économie capitaliste se déplaça de l'Europe centrale et occidentale vers l'Amérique. Dans le même temps, la dette interne augmenta et fit chuter la richesse nationale. La possibilité d'équilibrer le budget de l'État s'estompa de plus en plus.

II.

Le prolétariat s'est montré passif face à ces phénomènes de désintégration de l'économie capitaliste. Le manque d'activité du prolétariat s'expliquait surtout par le fait que dans la précédente époque de floraison du capitalisme son niveau de vie s'était amélioré; cela nourrissait chez lui l'illusion qu'en collaborant avec le capital il élèverait encore plus ce niveau de vie. Cela conduisit à un affaiblissement de la lutte de classe, dont le révisionnisme fut l'expression théorique. Bien que le mouvement officiel s'opposât encore fortement au révisionnisme et lui déniât tout droit à exister, il dominait dans la pratique la politique des partis socialistes adhérents de la Deuxième Internationale. L'influence croissante de syndicats se limitant au pur terrain économique encouragea cette tendance, en raison du fort adossement de ces partis sur l'organisation syndicale. Un autre facteur vint s'ajouter: avec la croissance énorme du mouvement, la bureaucratie qui dominait les organisations prolétariennes se détacha de façon toujours plus visible des masses et, en raison de sa structure centralisée, acquit une position complètement indépendante. Cette bureaucratie faisait du maintien et du développement ultérieur des organisations sa tâche principale, et cela d'autant plus qu'elle se préoccupait en parallèle de ses propres conditions d'existence. L'appareil de moyen devint un but jusqu'à être une fin en soi. Cet appareil évitait donc de plus en plus toute confrontation avec la classe dirigeante et se bornait à des manifestations sans importance. Le principe révolutionnaire de l'abolition du capitalisme par la lutte des classes se transformait progressivement en une lutte pour des buts qui correspondaient à la poursuite du développement du capitalisme lui-même et à l'élimination de ses excès sans le détruire. Une nette élimination de l'application de ces points de programme, qui devaient naturellement s'assouplir au sein de la social-démocratie, signifiait que le mouvement était devenu tout et que le but ultime était pratiquement éliminé. Par cette tactique, le mouvement social-démocrate (II^e Internationale) parvint à des rapprochements et à des compromis avec les

partis libéraux petits-bourgeois. À la communauté social-démocrate, se substitua l'idée d'État national, ignorant les différences de classe et remplaçant la communauté mondiale de tous les prolétaires par la «collectivité du peuple» (*Allgemeinheit des Volkes*). À partir de là il n'y avait qu'un petit saut à exécuter pour s'engager idéologiquement et matériellement du côté de l'État démocratique, juste un petit saut pour tomber dans le social-patriotisme. Sous la bannière de la démocratie, le cri de guerre du *Manifeste communiste* : «Prolétaires de tous les pays unissez-vous» se changea en : «Travailleurs de tous les pays combattez pour votre patrie». L'embrigadement national du prolétariat fit sombrer la Deuxième Internationale et porta très gravement atteinte à toute expression de solidarité de classe internationale.

La proclamation de l'Union sacrée (*Burgfrieden*) mettait toujours plus au rancart toute idée de lutte de classe; elle ouvrait la voie à la communauté de travail (*Arbeitsgemeinschaft*)¹. La dure réalité de la guerre a progressivement conduit des masses toujours plus nombreuses à se dresser contre le social-patriotisme. Certains tombèrent dans le pacifisme bourgeois, qui revêtit pendant la guerre l'habit socialiste et constitua le noyau du mouvement centriste (USPD). C'est à partir de lui que se cristallisa, au cours de son développement, l'Internationale deux et demie. Une petite section compacte et énergique de la classe ouvrière resta fidèle à l'idée de lutte des classes et tenta par la lutte de transformer la guerre en lutte révolutionnaire par la destruction du capitalisme. Ce point de vue a été représenté en Allemagne par le *Spartakusbund* et les Socialistes internationalistes (extrême gauche)², qui ont redonné vie à l'idée d'internationalisme (*Internationalität*).

L'année 1917 en Russie fut le premier succès de l'activité révolutionnaire. Elle entraîna la chute du tsarisme, puis donna naissance à une république bourgeoise, vite remplacée par la République des soviets ouvriers et paysans sous la direction des bolcheviks. Dans les premiers temps, la Russie des Soviets faisait de la poursuite de la révolution à l'échelle internationale sa tâche la plus éminente. Elle était guidée par la certitude que la crise actuelle du capital mondial, en fait sa crise mortelle (*Todeskrise*), ne pourrait être surmontée que par la révolution mondiale (*Weltrevolution*).

Le cours ultérieur de la guerre provoqua l'effondrement militaire des puissances centrales. Cela sapait également l'autorité de leurs classes dirigeantes. Celles-ci perdirent toute marge de manœuvre, abdiquèrent et défrichèrent ainsi le terrain pour le prolétariat. C'est ainsi que le pouvoir politique tomba comme un fruit trop mûr dans le panier de la classe ouvrière.

Le prolétariat ne savait que faire de ce pouvoir. Il ne saisissait pas les tâches à résoudre dans une révolution sociale; il ne comprenait pas que dès la prise du pouvoir politique il importait de poursuivre la lutte pour s'emparer des moyens de production sur la base des conseils dans le but de fonder l'économie communiste (*kommunistische Bedarfswirtschaft*).

Tandis que le prolétariat s'épuisait en vaines discussions sur l'art et la manière de conduire la révolution, la bourgeoisie agissait. Avec beaucoup d'énergie et de précaution, elle rassembla ses forces éparses. Dans un premier temps, elle ne se manifesta pas ouvertement, mais utilisa la social-démocratie pour la remplacer, laquelle – par crainte des conséquences de toute une

¹ Allusion à la *Sozialdemokratische Arbeitsgemeinschaft* (SAG), groupe parlementaire dirigé par Hugo Haase et Georg Ledebour. Il naquit en mars 1916 lorsque 18 députés social-démocrates firent sécession. Au cours d'un vote parlementaire, Hugo Haase – qui avait appelé à soutenir l'Union sacrée (*Burgfrieden*) en août 1914 – tint un discours contre la guerre qui provoqua un véritable tumulte. Pour rupture de la discipline d'Union sacrée, les 18 députés furent rapidement exclus de la fraction parlementaire du SPD. Ce fut l'acte de naissance de la tendance centriste qui se constitua en parti sous le nom d'USPD en avril 1917. Eduard Bernstein et Karl Kautsky, qui s'étaient naguère affrontés sur la question du réformisme (Réforme ou révolution ?), scellèrent leurs retrouvailles sur l'autel de la Conciliation en adhérant aux positions centristes et pacifistes de l'USPD [NdT].

² Les Socialistes internationaux (ou internationalistes) d'Allemagne, noyaux d'opposants constitués à Brême (Johann Knief), Hamburg (Paul Frölich et Heinrich Laufenberg), Dresde (Otto Rühle), mais aussi à Berlin (*Lichtstrahlen*, groupe de Borchardt), constituèrent d'abord des fractions plus ou moins clandestines à l'intérieur du SPD. Ils quittèrent le SPD majoritaire à partir de 1916-1917, souvent après leur exclusion, et refusèrent d'adhérer, comme le *Spartakusbund* de Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, en avril 1917 à l'USPD. En 1918 ils changèrent leur nom pour celui de Communistes internationalistes d'Allemagne (IKD) et adhérèrent au KPD en décembre 1918, lors de son congrès de fondation. Les internationalistes étaient appelés *Linksradikalen*, mot à mot « radicaux de gauche ». C'est un terme qu'il vaut mieux traduire par « extrême gauche » pour éviter de fâcheuses confusions avec des partis de la bourgeoisie qui se définissent comme « radicaux de gauche » [NdT].

révolution avec toutes ses incertitudes – vit comme seule solution une reconstruction lente et paisible de l'économie sur une base capitaliste-démocratique. Les sociaux-démocrates et les syndicats ont bien volontiers saisi la main tendue par la bourgeoisie. À cet effet, ils rejetèrent l'idée d'une révolution sociale et présentèrent la politique de reconstruction capitaliste comme l'antichambre du socialisme. Ils sont devenus les bourreaux du prolétariat révolutionnaire et la bourgeoisie a mis à leur disposition les voyous les plus crapuleux (les corps francs); dans leur zèle à maintenir l'ordre capitaliste, ils ont dépassé en horreur les forfaits du boucher de la Commune de Paris Galliffet. Telle a été la conséquence inévitable de cette politique.

La guerre avait produit non seulement de grands changements dans la structure de l'économie des puissances centrales, mais aussi dans l'économie des vainqueurs et des neutres ébranlée jusque dans leurs fondations. Alors que les puissances centrales présentaient à l'extérieur l'apparence classique d'une décomposition, les pays vainqueurs semblaient bien moins affectés. Mais déjà le contenu des clauses de paix montrait qu'en réalité leur économie s'était fortement affaïssée. Par ces conditions de paix, les vainqueurs voulaient extorquer aux vaincus les moyens de leur propre reconstruction, sans se soucier d'une mutuelle dépendance, qui, dans le capitalisme moderne, découle de l'interpénétration économique. Cette tentative de sauvetage se révéla impraticable; les antagonismes nationaux qui existaient encore et étaient insurmontables se dressaient sur le chemin. Aussi, la désintégration économique poursuivit son cours effréné, contraignant le capital à chercher à l'échelle internationale les voies et moyens d'une politique de reconstruction. Il s'avérait que l'attitude purement nationale manifestée jusque-là contredisait les lois et les besoins de l'économie capitaliste développée.

Néanmoins, les tentatives d'entente internationale se sont aussi soldées jusqu'à présent par l'aggravation du chaos et, finalement, par une désorganisation généralisée.

Fidèles à leur attitude, les sociaux-démocrates tout comme les syndicats suivaient servilement les différentes étapes de la politique de reconstruction capitaliste. Dans les États de l'Entente, ils soutenaient les conditions de paix qui reposaient sur des bases purement nationalistes, tout en soutenant les groupes capitalistes des puissances centrales qui aspiraient à sauver leur propre économie par une politique de conciliation (*Erfüllungspolitik*)³. Par là ils ont jeté leurs derniers oripeaux prolétariens et sont devenus des appendices de leurs seigneurs et maîtres capitalistes. Ils s'en tenaient encore à cette tactique, alors que, par le sabotage – et en raison d'un effondrement persistant de l'économie capitaliste –, cette politique de conciliation (*Erfüllungspolitik*) avait été mise au rancart par la bourgeoisie elle-même. Bien sûr, ils reprirent l'idée d'une entente économique intercapitaliste et, sur cette base, cherchèrent à rassembler les membres épars de la vieille Internationale.

Avec l'effondrement des tentatives d'entente (*Verständigungsversuche*) internationale et le repli nationaliste qui s'ensuivit, en particulier pour le capital français, la social-démocratie allemande s'intégra dans le front de défense du capital allemand. Elle passa d'une politique de conciliation (*Erfüllungspolitik*) au sabotage de cette politique. Le KPD emprunta la voie opposée.

³ Par «*Erfüllungspolitik*», qu'on peut traduire par politique de conciliation, on entend la politique étrangère suivie par la République de Weimar depuis l'acceptation du Diktat allié de Londres en 1921 jusqu'à l'occupation de la Ruhr par l'armée française et belge en 1923. Cette politique visait à satisfaire (*erfüllen*) les exigences des puissances de l'Ouest. Ce terme fut utilisé dans ce sens par les différentes coalitions qui se succédèrent à Weimar : il s'agissait d'exécuter la politique de réparations imposée par le traité de Versailles visant en premier lieu l'Allemagne. Cette politique de *vae victis* menée par les Alliés, surtout celle de la France de Raymond Poincaré, mena à la catastrophe économique allemande, en particulier lors de l'occupation française de la Ruhr qui entraîna une giga-inflation. La politique des réparations fut finalement allégée en juillet 1924 dans le cadre d'un plan américain conçu par le Républicain Charles Dawes –qui pour cela obtint le prix Nobel de la paix en 1925! Mais pour prix de leur «politique de conciliation», Matthias Erzberger, chef du *Zentrum* catholique, fut assassiné par l'extrême droite en août 1921; en juin 1922 le célèbre industriel libéral, ministre des affaires étrangères, Walther Rathenau tombait sous les balles de l'Organisation Consul (O.C.). Celle-ci avait été créée par un chef de corps-francs le capitaine Hermann Ehrhardt après l'échec du putsch de Kapp d'avril 1920. L'écrivain Ernst von Salomon fut impliqué dans cet assassinat et condamné à seulement cinq années de prison. Sous le nazisme, les membres de l'O.C. furent célébrés comme des «héros de la résistance nationale» (*Helden des nationalen Widerstandes*) [NdT].

III.

Face à la paix de Versailles, le KPD a d'abord adopté une vraie position révolutionnaire. Il mit en avant que le prolétariat ne permettrait pas que sa politique soit dictée par des accords de la bourgeoisie, que seul son intérêt de classe devrait primer. La paix de Versailles serait la preuve évidente que la violente tentative de surmonter par la guerre les contradictions de l'ordre capitaliste (*kapitalistische Ordnung*) a échoué. Pour le KPD, le contenu de cette paix était une tentative de remédier à la crise générale, encore aggravée par la guerre, au détriment de la partie vaincue. Les accords de paix ont été la continuation de la guerre par d'autres moyens, surtout économiques. Il n'appartient pas au prolétariat de défendre le respect et l'application des conditions de paix en se faisant le larbin de la bourgeoisie. Le prolétariat, face à ce bidule (*Machwerk*) capitaliste, devait aussitôt lui opposer ses intérêts de classe, ceux-ci s'exprimant par une politique révolutionnaire immédiate visant au renversement final du capitalisme; il ne devait pas prendre en compte les intérêts particuliers de sa bourgeoisie mais seulement ses propres intérêts de classe. De même, le KPD rejeta l'attitude pacifiste d'une partie du prolétariat (USPD) vis-à-vis du traité de paix de Versailles, qui demandait à la classe ouvrière de soutenir une «honnête» politique de conciliation (*Erfüllungspolitik*). Ce groupe pacifiste a présenté comme étant la tâche du prolétariat celle de forcer le capital à renoncer à tout affrontement militaire. Face à cela, naguère, le KPD soulignait que le mot d'ordre : «*Jamais plus de guerre*» regroupait tous les éléments petits-bourgeois, qui par lâche rejets des tâches d'une politique révolutionnaire se reconnaissaient dans la reconstruction capitaliste. Au contraire, le prolétariat a le devoir de saboter toute politique de conciliation (*Erfüllungspolitik*), parce que cela est impossible sur la base d'une exploitation accrue du prolétariat menant à son total appauvrissement. Cependant, ce sabotage ne devrait en aucun cas conduire à marcher ensemble avec les éléments nationalistes qui semblait nt regarder dans la même direction.

La conséquence de cette position fut que le KPD abandonna l'activité parlementaire et rejeta les vieilles organisations syndicales, car celles-ci adoptaient la politique de conciliation (*Erfüllungspolitik*). Le KPD était d'avis que la mise en œuvre efficace d'une politique prolétarienne ne serait possible que par la fusion des deux prolétariats allemand et russe. Cette union démontrerait au prolétariat français que le mouvement révolutionnaire parti de la Russie trouverait son prolongement en Allemagne; ce seraient donc les premiers pas d'un mouvement révolutionnaire à l'échelle mondiale. L'effondrement du capital allemand qui s'ensuivrait obligerait les prolétaires des autres pays capitalistes à réagir et à mettre un terme à la domination de leur propre capital. Ce serait aussi la seule garantie solide pour mener une «politique de conciliation prolétarienne» (*proletarische Erfüllungspolitik*), qui serait fondée – cela va de soi – sur la solidarité prolétarienne. Le gouvernement soviétique a soutenu cette tactique du KPD, pour maintenir en Russie ses positions, puisque il ne pouvait pas poursuivre la construction d'une économie communiste sans l'aide du prolétariat européen. Malgré toute cette pressante intervention, le rythme de la révolution en Europe de l'Ouest s'était ralenti. À cela s'ajoutaient des agressions militaires à répétition, le blocus économique exercé par le capital international et la guerre civile à l'intérieur, de sorte que l'économie russe s'était complètement effondrée. Cela modifia la tactique du gouvernement soviétique. Il commença à considérer la construction de l'économie russe comme le fondement de sa politique internationale et ordonna de soumettre les intérêts internationaux aux impératifs nationaux. Sa seule porte de sortie était de se rattacher au capital mondial, qu'il appela à l'aide pour reconstruire la Russie. En conséquence de quoi, il devint de plus en plus dépendant du capital mondial et dut contraindre les masses ouvrières révolutionnaires internationales regroupées dans la III^e Internationale, par le biais des sections du Komintern, de manifester à l'égard de leur bourgeoisie nationale une position qui ne contredise pas les intérêts de l'État russe. L'abandon de la tactique révolutionnaire fait partie de cette politique. La III^e Internationale devait se rapprocher des positions social-démocrates, adhérer à la

politique parlementariste et aux syndicats. Elle fut aussi contrainte d'endosser la politique étrangère de l'État russe. Mais pour faire face à la pression des masses ralliées à son drapeau, elle dissimula cette politique réactionnaire sous une phraséologie radicale et tordit à l'extrême tous les slogans sociaux-démocrates; elle endossa la reconstruction capitaliste et atterrit finalement sur le terrain du nationalisme le plus outrancier.

IV.

De tous les partis ouvriers, seul le KAPD a maintenu une ligne purement révolutionnaire. Le KAPD est organisationnellement et politiquement le successeur direct des deux groupes qui se sont rejoints au Congrès d'unification de décembre 1918 donnant naissance au Parti communiste (*Spartakusbund*), et il a sauvé du cours d'involution du KPD ses éléments révolutionnaires les plus sains, principalement les ex-IKD, les Communistes internationalistes d'Allemagne (*Internationale Kommunisten Deutschlands*).

Le premier programme du KAPD [avril 1920] s'appuyait essentiellement sur le programme du *Spartakusbund*. Comme celui-ci, le premier programme est fondé sur une base antiparlementaire et antisynicale et en partage les positions antilégalistes. Le système de conseils est l'expression de la volonté prolétarienne et le moyen d'édifier l'économie communiste. Les deux programmes s'accordent à définir la crise actuelle du capital comme crise mortelle (*Todeskrise*), et ils en déduisent que le prolétariat a maintenant pour tâche d'instaurer sa dictature avec l'appui des conseils. C'est sur ces fondements que le KAP s'est positionné tant au plan national qu'international. Chacune de ses positions partait du point de vue qu'il s'agissait de créer les conditions subjectives de la prise du pouvoir politique par la classe ouvrière – en plus de la reconnaissance d'un effondrement objectif. Le KAPD a manifesté la résistance la plus acharnée aux tentatives de la bourgeoisie internationale d'attacher les ouvriers au chariot de sa politique de reconstruction. Il a rejeté la politique de conciliation (*Erfüllungspolitik*) initiée par le capital allemand dans toutes ses phases, ainsi que la tentative plus récente de saboter ouvertement cette politique. Il a été l'adversaire intraitable de chaque politique capitaliste. Il s'en tint à la reconnaissance que la paix de Versailles et les autres traités de paix n'avaient rien à voir avec une politique prolétarienne, ne pouvaient en aucun cas servir de règle de conduite. À la différence du KPD, le KAPD ne se laissa pas dévoyer de ses claires positions, lorsque la vague révolutionnaire fut temporairement retombée. Il préféra rompre avec les éléments opportunistes plutôt que d'abandonner sa tactique révolutionnaire. Il a refusé de faire des concessions à la démocratie parlementaire pour susciter un mouvement de masse artificiel, même en prenant le risque d'être qualifié de sectaire. Le KAPD a été clair que toute concession aux illusions associées au parlementarisme aboutirait à un affaiblissement considérable de l'idée de la lutte des classes et aboutirait à une démocratie bourgeoise. Les slogans démagogiques de parlementarisme antiparlementaire étaient une fumeuse plaisanterie censée couvrir une retraite dans le camp opportuniste. L'orientation du KPD à droite suivit bientôt, comme celui de l'ensemble de la III^e Internationale, qui est progressivement devenue un instrument de la politique de l'État russe. Par conséquent, le KAP, qui a d'abord sympathisé avec le mouvement pour la III^e Internationale, a été contraint de tracer sa propre ligne de démarcation. Le KAPD était indépendant de toutes influences extérieures, il ne dépendait que de lui-même, suivant la voie droite de la connaissance révolutionnaire.

Les larges masses, cependant, se trouvent dans le Parti socialiste et le Parti communiste. Elles croient encore à l'avenir du capitalisme et s'imaginent trouver une planche de salut dans le capitalisme. Mais la dialectique de la vie réelle foulera aux pieds ces illusions et préparera le sol à l'éclosion des idées du KAP, et donc à celles du communisme.

DEUXIÈME PARTIE

Rôle et signification du Parti communiste-ouvrier (KAPD) dans la lutte d'émancipation de la classe ouvrière, ses relations avec les syndicats et les partis parlementaires, sa position vis-à-vis de l'Union générale des travailleurs (AAU), de la question des Jeunes et de l'Internationale communiste-ouvrière (KAI). Lignes directrices sur la question agraire.

I.

Le déclin (*Untergang*) du capitalisme, qui s'efforce de trouver un second souffle, se traduit pour le prolétariat par une augmentation croissante de sa misère et par toujours plus d'incertitude sur son sort. En fin de compte, ces phénomènes peuvent mener à la décomposition (*Zersetzung*) complète de la classe prolétarienne. D'autre part, le développement des forces productives a atteint un point où la transformation des règles de la production (*Produktionsordnung*) dans un sens prolétarien est une question vitale, la plus pressante pour la société, offrant une perspective de conditions d'existence meilleures ainsi que celle d'un nouvel ordre social sur des bases plus solides. Le prolétariat a donc pour tâche, dans la période historique actuelle, d'utiliser toutes les forces en mesure de surmonter les contradictions du régime capitaliste (*kapitalistische Ordnung*), en instaurant sa dictature et en bâtissant une économie communiste (*kommunistische Bedarfswirtschaft*).

La voie et les moyens de la lutte sont déterminés par les lois sociales. Cependant, la majorité du prolétariat s'imagine toujours qu'il est encore possible d'améliorer son niveau de vie au sein de l'économie capitaliste en utilisant les vieilles formes d'organisation. La reconnaissance de l'inévitabilité de l'effondrement capitaliste, de la nécessité qui s'ensuit d'ajuster directement la lutte de classe à la finalité de l'économie communiste, est encore insuffisamment enracinée dans le prolétariat. Celui-ci n'admet pas que toute forme d'organisation correspond à une époque donnée et que, dans celle-ci, elle n'est qu'un maillon du progrès historique.

Pendant la période initiale du capitalisme, les prolétaires prirent conscience qu'ils ne pourraient contrecarrer les tendances du capitalisme à les appauvrir s'ils ne lui opposaient pas leur capacité d'organisation. Ils ont fondé des organisations professionnelles dans le seul but d'obtenir de meilleures conditions de salaire et de travail. Avec l'essor général du capitalisme, le mouvement politique des ouvriers gagna en masse et en puissance, mais il entra en opposition grandissante avec le mouvement syndical qui cherchait à obtenir son autonomie. Du point de vue de la fraction politiquement organisée de la classe ouvrière, la seule possibilité d'améliorer la situation économique du prolétariat passait par les luttes électorales et l'action parlementaire. La conquête des mandats parlementaires pris des mains de la bourgeoisie devait accroître son influence au sein de l'appareil d'État. La conquête progressive de l'État sur la base d'une démocratie parlementaire devait nécessairement tracer le chemin du socialisme. On pensait qu'une organisation politique unitaire rendrait superflu un mouvement syndical indépendant. On craignait également que la création d'organisations professionnelles ne vienne embrouiller les idées des travailleurs et leur dissimuler la nécessité d'une lutte et d'une organisation politiques face aux fortes contraintes pesant sur leurs intérêts professionnels. Le développement des associations professionnelles en pleine croissance était en phase avec l'indépendance et la centralisation des organisations locales, ce qui a conduit au regroupement de toutes les organisations locales dans des cartels syndicaux locaux. Il s'ensuivit alors un regroupement de toutes les organisations syndicales en une instance suprême : la Commission générale. Cela se réalisa au moyen de la *Korrespondenzblatt*⁴, l'organe de

⁴ *Korrespondenzblatt der Generalkommission der Freien Gewerkschaften Deutschlands*, organe central des «libres syndicats» allemands, rattachés au SPD [NdT].

la direction idéologique unitaire de toutes les organisations syndicales affiliées. C'est ainsi que l'emportèrent les idées des syndicats centralistes-réformistes.

Le prolétariat ne cessa de croître sous l'effet du développement industriel. En raison du progrès de la technologie, les conditions d'existence étaient devenues de plus en plus difficiles pour l'artisan indépendant et le petit entrepreneur. La grande entreprise porta le processus de production à un niveau supérieur et détruisit les fonctions vitales des petites entreprises. Le prolétariat vit alors affluer un contingent particulièrement important issu des masses paysannes prolétarisées. Le développement des syndicats est étroitement lié à ce processus. La lutte pour la subsistance des travailleurs salariés se trouva fortement influencée par les hauts ou les bas de l'économie capitaliste. Dans ces périodes de haute ou basse conjoncture, les syndicats ont cherché à améliorer les conditions de rémunération et de travail. Cette tactique eut du succès parce que l'entrepreneur était désireux de tirer profit de la conjoncture. Cela n'était possible que si les luttes salariales ne venaient pas semer la perturbation. À la suite de l'augmentation des profits, les entrepreneurs furent en état – et manifestèrent aussi leur volonté – de faire des concessions. Ces concessions, certainement faites dans l'intérêt d'un développement paisible de l'économie capitaliste, bien que considérées par les syndicats comme des succès, étaient très exagérées : en temps de crise, le capital s'empressait d'arracher des mains les conquêtes des travailleurs. Les syndicats cherchèrent alors à contrecarrer cette réaction par une politique tarifaire, de conventions collectives (*Tarifpolitik*). Par cette politique, les syndicats se fixaient comme objectif celui d'obliger les entreprises, même en période de stagnation, à des concessions forcées dans une période de conjoncture économique. Pendant de nombreuses années, la lutte pour des salaires tarifaires ainsi que la mise en place d'une politique de conventions collectives (*Tarifpolitik*) ont constitué l'essentiel des tâches syndicales. Ils se trouvèrent confortés dans cette politique par l'action des entrepreneurs, qui se concertaient et se renforçaient au moyen de cartels et de trusts. La politique de conventions collectives menée par les syndicats était initialement conçue comme un instrument de la lutte des classes. Par ses effets, elle entraîna un rapprochement avec le capital et aboutit à l'élimination de la lutte des classes; elle a également été jaugée et utilisée par l'entrepreneur dans ce sens. Les syndicats devinrent prisonniers de cette politique. Cette tactique mena inévitablement à la communauté de travail (*Arbeitsgemeinschaft*).

II.

L'idée d'une communauté de travail (*Arbeitsgemeinschaft*), initialement propagée par les syndicats dans le but de mieux utiliser la politique de négociation collective (*Tarifpolitik*), fut d'abord combattue par les patrons, puis reprise sous la pression de l'effondrement imminent à la fin de la guerre⁵. Les syndicats voulaient obtenir, au moyen des communautés de travail, une amélioration du niveau de vie du prolétariat, sans remettre en cause l'augmentation des profits capitalistes. Mais les deux ensemble ne sont possibles qu'en tirant vers le haut le niveau technologique et en évitant la stagnation des ventes. Ainsi, les syndicats se sont liés à leur économie nationale, pour le meilleur et pour le pire. Ils voulaient assurer leurs positions et leur croissance en s'appuyant sur le système économique capitaliste et furent par-là entraînés dans sa chute. On chercha à préserver les apparences d'«internationalisme» (*Internationalität*) du mouvement ouvrier en essayant de

⁵ Le nom officiel de cette «communauté» est : Communauté centrale de travail des employeurs et salariés de l'industrie et du commerce (*Zentralarbeitsgemeinschaft der industriellen und gewerblichen Arbeitgeber und Arbeitnehmer*, en abrégé : ZAG). Cette prétendue «communauté de travail» entre Capital et Travail résulte d'un accord paraphé le 15 novembre 1918 entre le chef syndical social-démocrate Carl Legien (1861-1920) et Hugo Stinnes (1870-1924), le magnat de la grande industrie, du secteur minier, de l'électricité, des transports maritimes, etc. Cet accord visait à maintenir l'ordre social ébranlé par les journées révolutionnaires de novembre, ce qui se réalisa par des concessions du grand capital : reconnaissance des syndicats et introduction la journée de huit heures. Cette politique d'alliance Capital-Travail fut combattue par l'USPD et le *Spartakusbund* (devenu KPD fin décembre 1918). Par cette politique, les grands groupes capitalistes allemands évitèrent les nationalisations (qualifiées faussement de «socialisation»). Le patronat prit prétexte de l'occupation de la Ruhr par l'armée française en 1923 pour abroger la journée de 8 heures et bloquer toute augmentation de salaire. En guise de «protestation», la Confédération syndicale allemande, social-démocrate (*Allgemeine Deutsche Gewerkschaftsbund*), se retira le 16 janvier 1924 de la «Communauté de travail» [NdT].

préserver les «acquis» obtenus au niveau national par des arrangements internationaux. C'est l'idée de base qui se dissimule derrière la tactique de l'Internationale dite d'Amsterdam⁶. L'idéologie nationale incluse dans la communauté de travail les a également forcés à participer aux politiques impérialistes de leurs capitalistes nationaux. Pour eux, la guerre n'était pas une tentative du capital d'éliminer les contradictions insolubles de l'économie capitaliste par la force au détriment de la classe ouvrière, mais une défense des intérêts nationaux communs contre l'«ennemi malfaisant».

Si pratiquement toutes les positions révolutionnaires avaient été abandonnées auparavant, jugées inappropriées et donc combattues, il était maintenant ouvertement décidé d'établir des intérêts communs et de proclamer l'Union sacrée (*Burgfrieden*) entre la bourgeoisie et la classe ouvrière, entre capital et travail. Cela signifiait en fait une déclaration de guerre à l'internationalisme et aux intérêts internationaux de la classe ouvrière, une renonciation à la lutte des classes. La bureaucratie syndicale est allée jusqu'à fournir à ses organisations les ressources matérielles les plus importantes pour les buts de guerre de la bourgeoisie. Même le surgissement de la République des soviets et l'effondrement de l'impérialisme allemand ne les ont pas empêchés de sauver une bourgeoisie désemparée afin de tirer pleinement parti de leurs efforts pour reconstruire l'exploitation capitaliste.

Cette attitude des syndicats exprimait une claire compréhension de leurs conditions d'existence, qui sont liées à la survie du système économique capitaliste. En conséquence, ils furent forcés de s'engager dans une lutte ouverte contre les bataillons révolutionnaires de la classe ouvrière et, de concert avec la bourgeoisie, d'organiser l'écrasement des ouvriers révolutionnaires. Les syndicats ont finalement réussi à détourner l'ensemble du prolétariat de ses tâches historiques.

Les tendances contre-révolutionnaires des syndicats se sont manifestées pendant toute la période de la Révolution allemande jusqu'à maintenant. La bureaucratie syndicale et les sociaux-démocrates se sont battus avec la plus grande détermination contre l'idée des conseils dès que cette idée a commencé à s'enraciner dans la classe ouvrière allemande. Partout où, à la suite d'actions de masse économiques, émergeaient logiquement des tendances politiques – avec comme objectif une prise du pouvoir qui se précisait à l'horizon – les syndicats et le SPD ont compris comment contrer avec succès cette perspective. De nombreux patrons en Allemagne ont déclaré qu'ils ne souhaitaient recruter que des travailleurs appartenant à une fédération syndicale. Cela révèle au monde que la bureaucratie syndicale est le soutien le plus sûr du système capitaliste.

Dans tous les pays à fort développement capitaliste, l'illusion démocratique et la croyance en une stabilité inébranlable de l'économie capitaliste s'étaient exprimées et incarnées dans les vieilles organisations ouvrières. À l'époque initiée par la guerre mondiale, ces organisations ont perdu leur droit à l'existence. Cette époque exige l'édification d'organisations qui mènent au combat le prolétariat en tant que classe et constituent en même temps les piliers de la construction de l'économie communiste. L'édification de telles organisations a pour seul synonyme le combat pour la destruction des syndicats. Ce double processus est entravé par l'illusion – propagée dans les masses par le KPD – qu'on pourrait révolutionner les syndicats de l'intérieur en formant des cellules communistes et ainsi les retransformer en organes de lutte de classe. Pour ce faire, on devrait rester dans les syndicats pour les conquérir.

La tactique de formation de cellules [communistes] repose sur un sophisme (*Trugschluss*) : l'échec précédent des syndicats serait la conséquence d'une déficience des chefs. Cela signifie un abandon (*Preisgabe*) de la découverte théorique – dérivée de la conception matérialiste de l'histoire – que les humains sont les produits de leurs relations sociales. En changeant de chefs, on ne peut

⁶ Fédération syndicale internationale (FSI). Cette organisation syndicale internationale avait été créée une première fois en 1913 à Zürich, puis réellement fondée à Amsterdam en juillet-août 1919. Elle regroupait les syndicats social-démocrates et comptait 22 millions d'adhérents. Le réformiste français Léon Jouhaux fut un de ses principaux dirigeants. L'Internationale d'Amsterdam disparut en 1939. La Fédération syndicale mondiale (FSM) lui succéda en 1946, regroupant la Feue Internationale syndicale rouge [sigles ou acronymes : en français : ISR; en russe : Profintern; en allemand : RGI], et l'ancienne FSI [NdT].

pas changer la nature d'une organisation. Là où les «tacticiens» des cellules sont parvenus à leurs fins, ils ont rapidement été contraints, sous la contrainte des conditions réelles, de se rabattre sur les bonnes vieilles méthodes de la politique syndicale.

La tactique de formation de cellules dans les pays hautement développés peut en théorie avoir un certain succès vis-à-vis des syndicats, mais avec deux orientations différentes. Elle peut conduire ou bien à l'objectif visé de reconquête ou bien à l'éclatement et à la scission. En cas de conquête, les communistes conquièrent une arme inutile à la révolution. Dans le second cas, les communistes détruisent une arme de la contre-révolution et la remplacent par une nouvelle. Mais dans les deux cas, les ouvriers n'ont pas créé d'instrument ayant la moindre utilité pour les batailles de la révolution sociale.

Les affrontements au sein des syndicats allemands montrent que la bureaucratie syndicale s'est chargée très tôt d'exclure des syndicats les «tacticiens cellulaires» (*Zellentaktiker*) qui devenaient dangereux, pour étouffer le mouvement dans l'œuf. Elle met en avant l'effet destructeur de leur tactique sur l'organisation. Si les communistes veulent contrer cet argument, ils sont obligés de s'en tenir, autant que possible, à la politique syndicale traditionnelle. Ce faisant, ils freinent eux-mêmes la clarification révolutionnaire des masses et tombent dans l'opportunisme. La pénétration de membres d'un parti communiste dans l'appareil syndical ne signifie pas pour le communisme une conquête des syndicats, mais n'est rien d'autre qu'une mesure politicienne de parti aboutissant à une réduction de leur propre appareil de parti. En se séparant de la masse, le fonctionnaire syndical doit abandonner les habits prolétariens pour ceux de la petite-bourgeoisie. La perspective d'occuper de tels postes attirera toujours, au moment opportun, tous les habituels éléments qui font du mouvement ouvrier une activité lucrative pour eux-mêmes.

III.

Avec l'effondrement du capitalisme et la faillite des États nationaux, l'appareil d'État se décomposa sous sa vieille forme nationale. Le capital privé chercha de plus en plus à pénétrer l'État et à se libérer de son autorité. Les syndicats, en revanche, cherchèrent à préserver le caractère autoritaire de l'État. Dans une période de prospère développement capitaliste, l'État n'avait pas seulement pour fonction de conserver les privilèges de la classe exploiteuse, mais aussi celle d'assurer une sûre perpétuation de cette exploitation, afin d'empêcher un déclenchement trop brutal des antagonismes de classe; mais aussi, et dans l'intérêt de la classe capitaliste tout entière, afin de pouvoir intervenir (dans certaines circonstances) contre les erreurs dangereuses commises par certains membres de la classe capitaliste. Toute la politique menée dans le domaine social est une illustration de cette l'activité de l'État – réduire les antagonismes de classe – à l'apogée du capitalisme. De là est également née l'idéologie – destinée à duper les exploités – d'un État prétendument au-dessus des classes, représentant une prétendue «communauté nationale» (*Volksgemeinschaft*). Les syndicats s'étaient déjà exercés à ce mensonge pendant la guerre. Quand, après la guerre, l'efficacité, destructrice pour l'État, d'un capital privé au bord de l'effondrement devint plus visible, il ne resta d'autre choix aux syndicats – dans leur peur d'une confrontation ouverte avec les classes ennemies – que celui de se lier organiquement à l'État et de s'opposer à un développement du capitalisme qui mettrait à bas l'État. Leur position matérielle et idéologique leur offrit l'occasion d'utiliser pour eux-mêmes la partie restante d'un État qui s'effritait. Ainsi, le caractère et la fonction des syndicats comme organisation de lutte de classe prirent fin. Pour cette raison, ils cessèrent d'exister comme organes d'édification de l'économie communiste. Si le prolétariat veut accomplir sa tâche historique, il doit briser les vieilles organisations et se doter de nouveaux organes de lutte de classe qui, dans leur forme et leur contenu, répondront aux nécessités de la révolution sociale. Le Parti communiste-ouvrier (KAPD) et l'Union générale des travailleurs (AAU) en sont les premiers bourgeons (*Ansätze*).

L'Union générale des travailleurs (AAU) rassemble dans les usines le prolétariat en tant que classe. Comme organisation d'entreprise (*Betriebsorganisation*)⁷, elle est bâtie d'après le système des conseils (*Räte-system*). Sa tâche est de former les masses, qui sous la pression toujours croissante du déclin (*Untergang*) du capitalisme – une pression qui se fait jour sous forme d'une révolte instinctive –, afin de la transformer en conscience de classe et en volonté d'action. L'AAU indique au prolétariat le chemin des batailles décisives et y intervient pour agir. Après la conquête du pouvoir politique, l'AAU s'appuie sur son organisation interne comme organisation des conseils (*Räteorganisation*), et se rend apte à construire l'économie communiste.

Les fractions les plus avancées de l'Union générale des travailleurs (AAU) se sont formées en reconnaissant que toute lutte pour l'émancipation de la classe ouvrière, quelles qu'en soient les motivations, doit être simultanément une lutte politique afin de se constituer en parti politique. Ce parti c'est le Parti communiste-ouvrier d'Allemagne (KAPD). Il est né de la nécessité d'un parti véritablement prolétarien. Son point de départ idéologique était la reconnaissance que les fondements organisationnels de tous les vieux partis – du SPD au KPD – se basaient sur des principes et des expériences purement capitalistes, et que par conséquent ces structures en pleine décomposition ou faillite ne pouvaient plus être transformées de l'intérieur en armes d'une lutte émancipatrice du prolétariat. Le KAPD est un parti sans dictature par en haut (*Diktatur von oben*) et sans attentisme religieux par en bas (*gläubiges Warten von unten*). Le parti est toujours : communauté, complémentarité réciproque, compréhension active, avant tout classification de toutes les questions en fonction du but visé, action, progression dans la clarté, transformation de l'indolence en puissance créatrice, audace et hardiesse au bon moment, incessant approfondissement de l'idéologie prolétarienne. Ce vouloir nécessite rapidité et persévérance au moyen d'un support d'organisation, qui maîtrise et accomplit, par un travail désintéressé et dévoué, toutes les choses qui appartiennent aux tâches de recrutement et de préparation révolutionnaires (*den werbenden und vorbereitenden Aufgaben*). Le parti prolétarien est précisément la forme la mieux adaptée (*beste Zweckform*) à la préparation de la lutte d'émancipation des classes opprimées à l'intérieur de la forme économique capitaliste. Le parti est le point de ralliement de personnes partageant les mêmes sentiments ou sympathies, qui ont été soulevées par les mêmes idées qui les poussent vers la révolution prolétarienne. Le parti est le point de cristallisation où se déroule le processus de transmutation de la connaissance historique en volonté de combat. Le parti est l'appareil organisatif; mais la communauté des camarades qui agit en lui est la force motrice vivante sans laquelle le parti deviendrait un mécanisme mort. *La solidarité, c'est la communauté*. Qui a appris à connaître concrètement l'activité illégale épuisante pour les nerfs et les jours flamboyants de l'insurrection sait que ces combats nécessitent une pleine confiance mutuelle, un amour fraternel, une capacité d'entraide et un don total de sa personne. L'entraide au cours des jours de préparation et de la lutte elle-même ne s'apparente pas à une exigence éthique, celle du nouvel apôtre, mais c'est l'une des conditions de base pour le succès d'un travail de parti et plus encore pour la direction victorieuse du combat pour la conquête du pouvoir politique. Cette communauté de révolutionnaires, le parti prolétarien, est construite sur la base du système des conseils (*Räte-system*), où le droit de s'exprimer de l'ensemble des membres est le principe suprême – et où le principe de construction du parti «par en bas» (*von unten auf*) est complètement appliqué. L'élection d'organes exécutifs répond exclusivement à des critères d'utilité. Toute action politique officielle de ces mêmes organes doit absolument être subordonnée à la prise de position de l'ensemble du parti. Il est de la responsabilité de chaque camarade de participer activement aux tâches multiples du parti, d'observer et d'étendre la sphère des diverses activités. Une critique saine qui fait avancer les choses est un élément vital, mais elle doit toujours être guidée par la volonté de servir le mouvement révolutionnaire.

⁷ Le KAPD a en tête les seules organisations d'entreprise révolutionnaires (*revolutionäre Betriebsorganisationen*), c'est-à-dire les noyaux regroupant les ouvriers de l'Union ouvrière et du parti dans l'entreprise. Les organisations d'entreprise légales étaient des sortes de comités d'entreprise reconnus par le patronat, dominés le plus souvent par la social-démocratie, mais aussi de plus en plus, depuis 1923, par le KPD [NdT].

Pendant la période de préparation – et peut-être plus tard encore – la tâche la plus importante du parti est de contribuer à élever la conscience de soi (*Selbstbewusstsein*) de la classe ouvrière. Comme toujours, le développement des rapports économiques et sociaux précède, et le développement de la conscience, en particulier celle de la classe opprimée, ne suit que laborieusement la marche de la réalité extérieure qui la précède. Mais la lutte d'émancipation de la classe ouvrière ne peut aboutir à la victoire que si le prolétariat lui-même prend suffisamment conscience de sa situation de classe et de ses buts historiques.

Le bouleversement d'idées qui conduit à cet objectif est toujours en devenir grâce à l'exacerbation des antagonismes de classe. Il se manifeste partout où le prolétariat cherche sérieusement à extirper de sa tête la pure idéologie bourgeoise et à considérer consciemment toutes ses impressions et perceptions du point de vue de l'ouvrier vivant, exploité, inséré dans une stratification de classe. À ce moment-ci, les expressions de la vie quotidienne mais aussi les connaissances théoriques prennent un tout autre aspect. Toutes choses sont – après un changement complet de la manière de penser, dans le sens prolétarien – involontairement testées pour leur adéquation au grand but de la classe ouvrière, la révolution, toutes choses sont examinées de façon critique, et, dans la mesure où la possibilité existe, interagies. Ce processus intellectuel de transformation ne se déroule pas dans une salle d'étude fermée, mais de façon très nette dans les actions politiques des masses et à la suite de défaites inévitables. Favoriser de toutes ses forces ce processus, telle est la première tâche du KAPD – une tâche qui implique une pleine unité de pensée et d'action, qui inclut l'analyse la plus minutieuse de la crise mondiale ainsi que l'organisation et la direction de l'insurrection armée.

C'est par une lutte de classe déterminée et héroïque que l'actuelle crise finale (*Endkrise*) du capital – avec ses terribles effets et souffrances – sera abrégée puis trouvera sa fin. C'est une loi fondamentale de la révolution. Il ne s'agit pas de s'engager et de réfléchir à la légère : « *Quand l'heure un jour sonnera, nous saurons ce que nous avons faire.* » – C'est la politique des occasions manquées. Au contraire, il est important de regarder la réalité droit dans les yeux. La politique – très ramifiée et anticipatrice – du KAPD ainsi que toutes ses actions doivent être consciemment adaptées à la lutte à venir, afin qu'à l'heure donnée on dispose aussi de centres de volonté révolutionnaire. Cela se fait par un strict regroupement organisationnel de la partie consciente du prolétariat au sein du Parti communiste-ouvrier. Cependant, c'est seulement dans l'action elle-même que l'on peut déceler ce qui est sain et doué de volonté et, en sens inverse, ce qui est avarié ou pourri. Ce n'est que lorsque les tambours sonneront dans la nuit, quand l'insurrection éclatera dans les rues et que l'énergie révolutionnaire se déploiera avec force, que le révolutionnaire prendra tout son sens, lui qui, de bas en haut, à tout moment et à toute heure, conscient d'être au service du Parti et inséré dans une communauté (*Gemeinschaft*), avait déployé son activité infatigablement.

PRINCIPES DIRECTEURS DE L'ORGANISATION DES JEUNES (KAJ)

L'économie capitaliste fondée sur le profit ne connaît pas de différences d'âge dans son mode d'exploitation. C'est pourquoi la jeunesse prolétarienne n'est pas une partie spécifique (*pour soi*) du prolétariat, mais fait partie du prolétariat pris comme un tout. Son combat est celui de toute la classe prolétarienne.

La stimulation de la conscience de soi et du sentiment de confiance en soi de la Jeunesse est l'une des principales tâches du KAPD, car c'est dans la Jeunesse que va grandir la future génération de révolutionnaires. La façon particulière de penser de l'adolescent(e) nécessite un ajustement organisationnel. Cela peut être réalisé de la meilleure manière en considérant la Jeunesse comme une organisation distincte. La jeunesse doit trouver son propre chemin. **L'existence d'une Jeunesse communiste-ouvrière (KAJ) autonome est donc une absolue nécessité.**

La façon de lutter tout comme les buts du Parti et de la Jeunesse sont identiques; seul leur champ d'activité diffère. Si le KAP unit la partie la plus active du prolétariat orientée vers le but communiste, la Jeunesse communiste-ouvrière (KAJ) est l'union du jeune prolétariat conscient de son appartenance de classe. Jeunesse et Parti ne sont pas deux armes séparées, mais seulement les deux extrémités d'une même arme : l'organisation politique.

La lutte politique contraint les Jeunes eux-mêmes au plus haut déploiement de force, ce qui nous donne la certitude qu'ils vont accomplir leurs grandes tâches avec toute la clarté et la détermination nécessaires.

Il est du devoir du KAPD d'apporter aux Jeunes toute l'assistance requise par leur lutte.

LIGNES DIRECTRICES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE-OUVRIÈRE (KAI)

L'ordre du profit est une réalité internationale. Cet «ordre» a tissé sa toile autour du globe et entraîne toute la planète dans un mortel abîme. Si les tentatives du prolétariat pour en venir à bout ont souvent commencé à un niveau national, elles ne peuvent garantir une victoire qu'à la seule échelle internationale. La lutte de classe est internationale : la révolution prolétarienne ne peut, si elle gagne, se dérouler à l'intérieur de frontières territoriales étanches. La révolution prolétarienne, c'est la révolution mondiale. Dès les premières batailles, le prolétariat est devenu conscient de l'importance cruciale de l'internationalisme (*Internationalität*). À travers l'ensemble du mouvement ouvrier, un fil rouge (*roter Faden*) a couru : former un front de bataille international.

Déjà la «Ligue des communistes» (*Bund der Kommunisten*) s'affirmait comme une organisation internationale : elle disposait de sections nationales dans différents pays. Le cadre étroitement limité et sectaire de la «Ligue des communistes», de par son caractère conspiratif, vola en éclats avec l'émergence du prolétariat moderne au lendemain de la révolution de 1848.

À la veille de la révolution bourgeoise en Allemagne, Marx et Engels publièrent le *Manifeste communiste*. Cette étape dans l'histoire du socialisme anticipait théoriquement l'internationalisme (*Internationalität*) du mouvement ouvrier. Le «Manifeste», avec sa proclamation finale : «*Prolétaires de tous les pays unissez-vous*», a contribué à relancer le mouvement ouvrier défait à la suite de la révolution bourgeoise de 1848.

La nécessité de fonder une internationale, capable de mobiliser le prolétariat, s'imposa de plus en plus sous l'effet du développement international du capitalisme. La Première Internationale est née à Londres en septembre 1864; les têtes dirigeantes (*führende Köpfe*) en étaient Marx et Engels. Et si le *Manifeste communiste* anticipait théoriquement l'internationalisme (*Internationalität*) du mouvement ouvrier, la Première Internationale en fut la préfiguration organisationnelle. La troupe (*das Band*) qui rejoignit l'Internationale était très «élastique». Dans celle-ci se regroupaient les éléments les plus disparates qui se déchiraient sur des questions de tactique et de principes. La tâche historique à résoudre était alors l'éducation théorique d'une classe ouvrière encore dans les langes.

Avec la Campagne de France de 1870, la constitution des États-nations en Europe trouvait provisoirement un terme. Il existait de solides partis ouvriers dans différents pays. L'achèvement de la formation d'États ainsi que la croissance de forts partis socialistes nationaux allait rendre plus élastiques les contours de la Première Internationale. La chute de la Commune de Paris et l'offensive internationale de la réaction qui s'ensuivit ont démontré la nécessité d'un regroupement de toutes les forces mais rigoureusement centralisé. Les contradictions et désaccords, qui trouvèrent leur expression idéologique dans la lutte entre Marx et Bakounine, scellèrent le destin de l'Internationale qui déclina. Sa mission historique – celle d'être la pépinière de partis socialistes reposant sur une solide base théorique – était terminée.

Une intense période de développement capitaliste suivit la guerre franco-allemande. Les préoccupations internationales, au sein d'un prolétariat encore étouffé par les idées national-bourgeoises, connurent un nouvel essor face aux aspirations de la classe capitaliste à dominer le monde. En 1889, après quatre années de travaux préparatoires, plus de 500 délégués de travailleurs de tous les pays se réunissaient à Paris pour porter sur les fonts baptismaux la Deuxième Internationale. Cette nouvelle armée du prolétariat socialiste n'avait pas une organisation très structurée. La coordination de tous les partis affiliés se faisait uniquement par l'intermédiaire d'un bureau d'information. Au sein de l'Internationale, chaque parti jouissait d'une pleine indépendance, non seulement dans les questions de tactique mais aussi dans les problèmes touchant aux principes. Les décisions prises lors des conférences internationales étaient appliquées suivant l'humeur du moment. Une telle politique peut se justifier dans la mesure où elle est fonction de la situation politique et économique d'un pays donné. Une attitude tacticienne persistante dans la pratique quotidienne fit que le principe, celui de l'élimination de l'exploitation

capitaliste, passa de plus en plus au dernier plan. Une politique à la petite semaine sans vision historique à long terme devint le fil conducteur de l'activité pratique. La tendance au compromis avec le système économique dominant entacha l'esprit de l'Internationale. Lorsque la guerre éclata, la Deuxième Internationale s'effondra. Ses germes mortels (nationalisme, opportunisme et réformisme) étaient présents dès sa naissance; lorsque commença la lutte des armées d'Europe pour un nouveau partage du monde, l'Internationale se disloqua.

La ruine de la Deuxième Internationale s'est écrite dans son histoire comme une page de déshonneur. Elle est partie à l'heure où la question à l'ordre du jour était : capitalisme ou communisme. Elle a été marquée dans sa chair et son sang; le drapeau prolétarien a été ignominieusement souillé; il passa dans le camp de la bourgeoisie fauteuse de guerre. L'Internationale s'effondra au moment même où un instrument de lutte de classe internationale était plus que jamais nécessaire.

Tout compte fait, la Deuxième Internationale a apporté une contribution significative à la lutte d'émancipation du prolétariat, à savoir le regroupement et l'éducation du prolétariat. Elle a constitué un arsenal d'idées, elle a aussi ouvert de nouveaux chemins pour les aux travailleurs de tous les pays. Elle laissa en héritage, à la place des vieilles armes de la critique, la critique des armes.

Aujourd'hui après la guerre il existe de nouveau une deuxième Internationale accolée à son Internationale syndicale d'Amsterdam, qui ces derniers temps ont été renforcées par l'Internationale Deux et demie⁸, celle des Crispien⁹, Friedrich Adler¹⁰, etc. Elles sont le meilleur rempart du capitalisme international contre la révolution mondiale, tout comme pendant la guerre les différents partis nationaux ont été les meilleurs compères de leur bourgeoisie nationale respective. Leur tâche est de reconstruire sur le dos du prolétariat un capitalisme qui a fait faillite.

Les tentatives faites pendant la guerre, lors des conférences de Zimmerwald et Kienthal, de donner une seconde vie à l'Internationale ne démontrèrent qu'une seule chose : la pureté de la lutte de classe ne pouvait être restaurée qu'en fondant une Internationale radicalement nouvelle.

La Troisième Internationale s'est créée au milieu des orages d'acier de la guerre. Ce pas décisif fut réalisé en Russie. La Russie a été le lieu où la première guerre mondiale s'est transformée en révolution mondiale, où la lutte finale entre le capital et le travail a été couronnée par la victoire des prolétaires. La Russie a de nouveau porté haut la bannière la révolution, qui avait été entachée, et l'a présentée au prolétariat mondial asservi. À ses débuts, la nouvelle Internationale, Internationale de l'action, a été une communauté de combat compacte, formée des éléments les plus résolus du prolétariat international afin de porter en avant la révolution mondiale. Pour accomplir sa tâche, elle devait avant tout rompre avec toute forme d'opportunisme et de réformisme, en théorie comme en pratique.

En mars 1919 se tint à Moscou le congrès de fondation de la III^e Internationale. C'est sous cette nouvelle bannière que les partis ouvriers révolutionnaires du monde se sont regroupés.

Bien qu'ayant à ses côtés une série de partis frères étrangers, la III^e Internationale s'appuyait surtout sur les bolcheviks. Elle n'a pas non plus nié complètement les caractéristiques sociales de la mère patrie.

En Russie, c'est l'économie agricole qui prédomine. Les terres, qui appartenaient à l'origine à la communauté villageoise, furent appropriées par quelques grands propriétaires fonciers et la Couronne impériale. Dans certains lieux du pays, avec l'aide étrangère, se développa une industrie

⁸ L'Union des partis socialistes pour l'action internationale, dite Internationale Deux et demie, regroupait essentiellement le Parti social-démocrate d'Autriche, l'USPD, la SFIO française et le Parti socialiste suisse, puis le PSOE en Espagne. Elle siégeait à Vienne, d'où le nom d'Union de Vienne qui lui est souvent accolé [NdT].

⁹ Arthur Crispien (1875-1946), chef de l'USPD [NdT].

¹⁰ Friedrich Adler (1879-1960), chef de la social-démocratie autrichienne de «gauche» [NdT].

qui permit la formation d'un prolétariat moderne. La gestion techniquement arriérée du sol n'exigeait aucune main-d'œuvre qualifiée, le contraire de la production mécanique hautement avancée de l'Europe occidentale. Les grandes masses paysannes se caractérisaient encore par leur bas niveau culturel.

À l'examen de ces faits, la question se posa de savoir si les travailleurs russes pourraient de façon durable et dans de telles circonstances attacher la victoire à leur drapeau. La réponse a déjà été donnée par Friedrich Engels dans sa préface au *Manifeste communiste* : «*Si la révolution russe donne le signal d'une révolution prolétarienne en Occident, et que toutes deux se complètent, la propriété commune actuelle de la Russie [mir] pourra servir de point de départ à une évolution communiste*»¹¹. Cependant, quand la révolution éclata en Russie, il ne restait quasiment plus rien de la communauté agraire. Néanmoins, la révolution russe est devenue le premier flambeau de la révolution mondiale, et ce fut la tâche la plus importante de la III^e Internationale de lancer la torche dans l'édifice capitaliste européen.

Le capitalisme d'Europe occidentale a reconnu le rôle important de la Russie et de la III^e Internationale dans l'étreinte décisive entre prolétariat et bourgeoisie; il a immédiatement essayé par tous les moyens de démolir cette forteresse. Avec un véritable héroïsme, les frères russes ont résisté à tous les assauts des armées contre-révolutionnaires. Malgré la guerre civile, le blocus, le manque de produits industriels et de moyens de transport, ils ont œuvré à la reconstruction de l'économie dans un sens communiste.

L'assaut d'une contre-révolution unifiée a mis la Russie dans une situation difficile dont elle ne peut sortir que par les progrès de la révolution en Europe occidentale. Après la première tempête et la poussée des Journées de novembre, la révolution en Europe centrale a suivi un rythme d'escargot. L'aide active pour la Russie a fait défaut. C'est avec difficulté et pas à pas que le terrain doit être aplani pour la révolution, mais ce n'est pas lentement que se déroule le cours des bouleversements : il se déroule aussi avec des particularités différentes de celles de l'Europe de l'Est. Les pays d'Europe centrale et occidentale sont au premier degré des États industriels hautement développés, où le capital exerce sa dictature avec l'aide de la social-démocratie. Ici domine une classe capitaliste qui a une longue expérience de lutte contre les travailleurs. Ici, c'est une bourgeoisie dotée de tous les pouvoirs face à un prolétariat désarmé. Ainsi, des exigences plus élevées sont exigées des combattants individuels tant pour le courage que pour la confiance en soi. Le «chef émérite» se tient beaucoup plus à l'arrière-plan et se fond dans la totalité. La conscience de soi de masses soudées augmente et gagne en intensité. C'est une tâche importante d'accélérer ce processus d'éducation et de transformation, condition subjective de la victoire.

La situation était différente en Russie. La bourgeoisie et les classes moyennes, qui combattaient avec persévérance la classe ouvrière d'Europe de l'Ouest, se sont battues en Russie jusqu'à la guerre contre l'absolutisme tsariste et au côté du prolétariat. Les alliés d'hier devinrent les ennemis d'aujourd'hui au moment de la prise du pouvoir par le prolétariat, mais ils n'avaient pas la force suffisante de s'opposer au prolétariat. La structure sociale de la population, les conditions sociales de la Russie révolutionnaire, le manque d'organisations de travailleurs plus vastes ont eu un double effet : d'un côté, l'anarchisme «antiautoritaire» trouva un bon humus en Russie, de l'autre, les organisations d'orientation marxiste tombèrent dans l'erreur opposée d'adopter le principe d'autorité le plus extrême. Quand des organisations de masse surgissaient, ce n'était que groupes informels, semblant planer au-dessus des nuages, sans organes centralisés rattachés aux masses organisées, comme ce fut du parti des *Narodniki*. Les révolutionnaires orientés clairement vers un but se sont rassemblés dans des groupes sectaires. Par sa forme, le mouvement

¹¹ La préface au «Manifeste» est signée Karl Marx et Friedrich Engels, Londres, 21 janvier 1882. La préface russe du «Manifeste» a été traduite par Bakounine vers 1860 et publiée par le journal démocrate-révolutionnaire russe *Kolokol* (dirigé par Herzen et Ogarev). Cette préface faussement attribuée par le KAPD à Engels parut en réalité en 1869, non en 1882. La traduction en anglais de 1888 donne comme seul auteur Engels, ès qualité de survivant après la disparation de Marx. Le journal *Kolokol* (La Cloche) parut à Londres jusqu'en 1865, puis se transporta à Genève [NdT].

prolétarien ressemblait beaucoup plus à celui de l'Europe occidentale au moment de la publication du *Manifeste communiste*.

Le grand groupe de combat autonome, le parti des *Narodniki*, se désintégra dans le feu de la révolution prolétarienne et la direction des combats passa aux mains de l'aile la plus à gauche du mouvement ouvrier, celle des bolcheviks. Ce parti de «révolutionnaires professionnels» ne pouvait naturellement abandonner son caractère sectaire et son esprit de caste; il en imprégna aussi la III^e Internationale. Pour eux, la «masse» n'est qu'un objet, jamais un sujet. Ils veulent gouverner eux-mêmes même à la façon d'une caste. Et quand ils se disputent pour la «masse», c'est seulement pour l'utiliser comme tremplin, comme socle pour leur dictature de parti, pour leur domination de caste. Pour conserver leur dictature de parti ou l'édifier, ils sont prêts à toutes les concessions, prêts à s'allier avec Dieu ou le Diable, utilisant tous les moyens, même les moins scrupuleux.

Cette conception fondamentale des bolcheviks a également donné son empreinte à la révolution russe dans son cours ultérieur. La volonté de domination de la caste des bolcheviks allait être l'ennemi de tout développement de la conscience de soi et de tout mouvement indépendant du prolétariat. À la longue, cette volonté de domination n'a pu se poursuivre que par le centralisme le plus strict, par la terreur la plus brutale contre le prolétariat lui-même. Toute initiative indépendante du prolétariat devait être étouffée avec le bâillon du centralisme et du bureaucratisme. Une dictature qui ne réussit pas à mobiliser les forces du prolétariat ne peut jamais conduire à l'édification du communisme; elle est au contraire obligée de détruire tous les prodromes de la reconstruction. Tant que les prolétaires russes devaient encore se défendre face à des ennemis extérieurs et intérieurs issus du camp de la bourgeoisie, et que cette lutte exigeait naturellement la centralisation de toutes les forces révolutionnaires, la conscience de cette réalité fit encore défaut. Mais au moment où les combats diminuèrent, ce strict principe d'autorité, ce système de caste des bolcheviks, sous forme de dictature des dirigeants sur le parti et de dictature de parti sur le prolétariat, se manifestèrent au grand jour.

Quand les bolcheviks prirent le pouvoir, ils furent contraints de s'appuyer sur la majorité de la population russe. En conséquence, ils ont immédiatement fait des concessions à l'idéologie des paysans, qui constituaient 85 p. 100 de la population de la Russie, en distribuant la terre aux paysans. Il s'ensuivit un formidable renforcement de l'idéologie de la propriété privée chez les paysans; ce renforcement devait naturellement avoir un effet rétroactif sur la destinée de la révolution russe. Les bolcheviks devaient aller chercher chez les paysans et par la force la nourriture dont ils avaient besoin. Les paysans accueillèrent souvent les colonnes de réquisition avec le feu des mitrailleuses. Il se créa un énorme fossé entre la ville et la campagne. Les agriculteurs cultivaient maintenant tout juste ce qui était utile à la satisfaction de leurs propres besoins. Dans le même temps, les bandes antisoviétiques de Makhno et autres¹² trouvaient chez eux l'accueil le plus favorable. La situation alimentaire devint catastrophique. La classe ouvrière, ne voulant plus marcher la faim au ventre courbée sous une dictature bureaucratique : elle se rebella (Kronstadt). Afin de maintenir à tout prix leur régime de caste, les bolcheviks opérèrent un changement fondamental de leur politique économique. Les réquisitions furent remplacées par un impôt en nature. Le libre-échange fut réintroduit, légalisant ainsi le traficottage et l'usure. La période de la «Nouvelle politique économique» pouvait commencer. Bien sûr, le «moujik», le petit

¹² Position très simpliste du KAPD sur Makhno et la réalité des révoltes paysannes contre les réquisitions bolcheviks. Makhno, à de nombreuses reprises, combattit les blancs au côté des bolcheviks, son but politique étant de former une Commune paysanne autonome en Ukraine. Le KAPD semble confondre le mouvement de makhnoviste avec la grande révolte paysanne de Tambov contre les réquisitions (1920-1921), dirigée par le socialiste-révolutionnaire Alexandre Antonov (un temps rallié aux bolcheviks en 1917), qui forma une armée de 50.000 paysans. Elle fut matée dans le sang par Toukhatchevski. Près de 30.000 soldats de l'Armée rouge furent envoyés sur place, dont des détachements spéciaux de la Tcheka. L'Armée rouge utilisa l'artillerie lourde et les trains blindés. Les armes chimiques furent largement utilisées de la fin juin 1921 jusqu'en décembre 1921. Mikhaïl Toukhatchevski et Vladimir Antonov-Ovseenko signèrent un ordre d'extermination, en date du 12 juillet 1921, qui stipulait : «*Les forêts où les bandits se cachent doivent être nettoyées par l'utilisation de gaz toxique. Ceci doit être soigneusement calculé afin que la couche de gaz pénètre les forêts et tue quiconque s'y cache*». Au cours de cette guerre, 240.000 personnes au moins périrent dans la région de Tambov [NdT].

paysan, ne tira aucun bénéfice de cette «NEP». Il restait aussi misérable qu'auparavant. Pour les seuls gros paysans, traficoteurs et usuriers, capitalistes de tout poil, une période de floraison pouvait commencer. Le capitalisme privé, les banques privées, etc., ont été réintroduites. Commença une période d'accumulation primitive avec toutes ses atrocités, une période de formation du capital usurier. Afin d'accélérer la croissance du capitalisme privé au moyen d'importations de capitaux, les concessions au grand capital étranger furent largement pratiquées.

Bien sûr, cette évolution russe devait également avoir son influence sur la politique de la III^e Internationale. La III^e Internationale qui, encore à son premier congrès, s'était donné comme objectif d'unir dans ses rangs l'avant-garde révolutionnaire du prolétariat mondial, tourna bientôt casaque. Le 2^e Congrès [1920] fit sienne déjà la tactique des bolcheviks, celle d'engranger les masses à tout prix – piédestal pour la dictature du parti, ou plutôt pour la dictature des instances du parti –, y compris l'appareil des fonctionnaires de parti qui en dépendait. La III^e Internationale lança les mots d'ordre d'entrée au Parlement et de mise en œuvre de la tactique de formation de cellules dans les syndicats. La confiance en la révolution mondiale s'était volatilisée. Avec ce renversement de politique, le parti bolchevik, indiscutablement hégémonique, gagna à sa cause, dans les pays les plus divers, des partis qui ne tenaient pas à abandonner leur caractère social-démocrate, mais devaient seulement apprendre à répéter de nouveaux slogans pour trouver auprès des bolcheviks une confortable pension, tant intellectuelle que matérielle. De cette façon, la III^e Internationale devint de plus en plus un instrument de la politique étrangère du gouvernement russe.

Dans cette tentative de maintenir en Russie à tout prix la domination de caste des bolcheviks et afin de se doter de solides bases d'appui à l'extérieur en mettant en place des camarillas de ce type dans d'autres pays, les bolcheviks et par contrecoup l'ensemble de la III^e Internationale balayèrent tout vestige d'une attitude révolutionnaire-prolétarienne. Les bolcheviks ont noué des alliances avec d'autres États capitalistes; ils ont soutenu financièrement et militairement les mouvements nationalistes en Orient en dépit de leurs traits nettement anti-communistes. Afin de pouvoir favoriser la politique de reconstruction capitaliste, ils ont pris part, à Gênes, Lausanne, etc., aux conférences (à visée «thérapeutique») des puissances capitalistes.

C'est dans la relation la plus étroite possible avec l'Allemagne capitaliste qu'ils trouvent leur plus fort point d'appui pour favoriser la construction capitaliste de l'économie russe et préserver leur domination de parti. Cette alliance n'a de valeur en elle-même que s'il reste possible pour le capital allemand d'approvisionner pleinement l'économie russe en produits industriels. C'est pourquoi, pendant l'occupation de la Ruhr, la III^e Internationale devait éviter que d'importantes zones économiques soient détachées de l'Allemagne. Elle a donc été contrainte de se chercher des alliés, qui livreraient activement la plus forte résistance à l'impérialisme français. Dans ce but, le KPD s'aboucha avec les éléments nationalistes.

Cette tendance correspond également à celle qui s'est fait jour dans la III^e internationale, avec le mot d'ordre de «gouvernement ouvrier et paysan» lancé en juillet 1923¹³. En adoptant un tel slogan, on met hors circuit le prolétariat, seul moteur de la révolution sociale, et on lui substitue la bureaucratie des partis et des syndicats – en collaboration avec les organes de la paysannerie réactionnaire –, qui deviennent les vecteurs de cette pseudo-révolution.

¹³ Le KAPD caractérisait d'anti-ouvriers ces gouvernements «ouvriers et paysans», constitués d'un cartel de partis parlementaires (SPD, KPD, etc.). Dans son organe berlinois [KAZ n° 71, sept. 23, «Neues Blutbad der sächsischen Arbeiter und Bauern Regierung»], le KAPD souligna que le «Gouvernement ouvrier» de Saxe avait fait tirer sur une manifestation de chômeurs, répression qui se solda par 3 morts et 30 blessés. Il dut préciser [KAZ n° 75, sept. 1923, «Zur Frage der Arbeiter und Bauernregierung»] : «*Nous ne sommes pas un parti légal et nous n'avons encore accordé aucune valeur à la légalité. Si cela devait être nécessaire, nous combattrions le 'gouvernement ouvrier', depuis nos cachettes clandestines, tout comme les bolcheviks combattirent le tsarisme*». Le KAPD, hostile au putschisme, condamna la formation de «centuries prolétariennes» (*proletarische Hundertschaften*), dirigées par l'appareil du KPD, qui auraient dû prendre le pouvoir en octobre 1923 en totale absence de conseils ouvriers [NDT].

La III^e internationale est devenue un outil de la reconstruction capitaliste, un obstacle au mouvement prolétarien. Elle est d'autant plus dangereuse qu'en abusant de ses traditions révolutionnaires, elle dissimule sa politique capitaliste sous un manteau brodé de mots d'ordre contre-révolutionnaires. En même temps, elle donne l'illusion aux prolétaires, par ses mots d'ordre et par ses actions, qu'une amélioration de leurs conditions de vie serait encore possible à l'intérieur du capitalisme et qu'on pourrait éviter une confrontation sanglante entre Capital et Travail. De ce fait, son influence est infiniment plus pernicieuse que celle de toutes les autres organisations traîtresses.

Les II^e et III^e internationales forment ensemble le front uni de la reconstruction bourgeoise, le front uni de l'Union sacrée (*Burgfrieden*) contre le prolétariat révolutionnaire. Ce front uni de trahison des travailleurs doit être brisé par la phalange compacte du prolétariat révolutionnaire, tant au niveau national qu'international. **Le ralliement du prolétariat mondial révolutionnaire à l'Internationale communiste-ouvrière (KAI) est une absolue nécessité.**

L'Internationale communiste-ouvrière surgira des combats de classe et des besoins de la classe. La condition préalable de son existence est l'existence de partis communistes-ouvriers dans les pays les plus décisifs pour la révolution mondiale. Créer cette condition est la tâche de tous les partis communistes-ouvriers déjà existants.

L'Internationale communiste-ouvrière doit être la première étape de formation d'une véritable Internationale des conseils, c'est-à-dire elle doit chercher à réaliser l'idée des conseils (*Rätegedanken*), selon le principe d'édification «de bas en haut» (*von unten nach oben*); elle doit rejeter et combattre tout ce qui entrave ce principe.

Les conditions objectives de la formation de la KAI existent depuis longtemps. Néanmoins, elle ne peut du tout être construite par une simple décision arbitraire plaquée sur la réalité historique, tout comme la révolution elle-même ne peut se faire à coups d'artifices. De même que le KAPD, dans un combat permanent contre l'indécision et la trahison des travailleurs, cherche à créer les fondements subjectifs de la révolution, de même il s'évertue à créer les conditions préalables à l'émergence d'une internationale. L'Internationale de l'action révolutionnaire n'apparaît pas au début mais à la fin de tout un processus de développement. **Une guidance internationale, un travail de propagande international ainsi qu'une solidarité active internationale s'imposent tout au long d'un processus qu'il s'agit de stimuler.**

L'Internationale communiste-ouvrière doit être à la tête des luttes révolutionnaires et en être le «panneau de signalisation». Elle est et doit être soutenue par une grande autodiscipline interne qui puisse lui donner la capacité d'intervenir de manière décisive dans les luttes, tant au niveau national qu'international.

Une Internationale communiste-ouvrière devra coopérer le plus étroitement possible avec une Internationale des Unions. Tout comme l'Internationale communiste-ouvrière, l'Internationale des Unions ne peut sortir que de la lutte des classes et des impératifs de classe. De la nature de ces deux internationales découlent aussi leurs rapports mutuels. La nécessaire direction unitaire des combats révolutionnaires à l'échelle internationale ne peut se réaliser par la suprématie mécanique de l'une ou l'autre des deux Internationales, codifiée dans des statuts ou règles. C'est seulement par la clarté de leur vision et leur efficacité révolutionnaire que les communistes gagneront la confiance [des masses] en les guidant réellement.

Au fur et à mesure que la révolution mondiale progressera, l'Internationale des unions se transformera de plus en plus en une Internationale des conseils (*Internationale der Räte*). Si c'est avant la conquête du pouvoir par les masses prolétariennes que l'Internationale communiste-ouvrière remplit sa tâche *la plus importante*, son importance diminue au fil du temps au profit de l'Internationale des conseils. De même que la tâche des partis politiques reste limitée, disparaissant lorsqu'ils ont rempli leurs fonctions, de même le champ d'action de l'Internationale

communiste-ouvrière trouve ses propres limites. L'Internationale des conseils se jette dans la société sans classes pour y disparaître.

La question agraire est une question complexe en Allemagne, où le mode de fonctionnement de l'économie agricole est loin d'avoir accompagné celui du développement général de l'industrie. En conséquence, dans le plat pays, le prolétariat en tant que masse est peu développé. L'idéologie anticommuniste de la paysannerie l'emporte dans de vastes districts. Le KAPD est convaincu que le dépassement de cette difficulté ne deviendra possible qu'en suivant la même ligne fondamentale, qui est ici tracée ici pour l'industrie.

Par rapport à l'industrialisation de l'Europe et à la croissance de la population, la production agricole est restée à la traîne. Pour répondre aux besoins alimentaires du peuple, c'est-à-dire à ceux de la reproduction de la force de travail des esclaves salariés, il devint nécessaire d'importer les denrées des pays en surplus. Au cours de la période précédant la guerre mondiale, le capital allemand a pu répondre à cette nécessité d'importer, grâce aux excédents de leurs exportations industrielles et financières. Avec l'effondrement de l'économie allemande, il devint de plus en plus impossible pour le capitalisme allemand de maintenir les importations au niveau critique d'un tiers des besoins globaux. Tout au contraire, les contre-mesures – telle l'industrialisation de l'économie agricole – firent défaut : le rendement de la production agricole diminua par rapport à la période, d'avant-guerre. Aussi doit-on s'attendre à ce que le prolétariat, lorsqu'il prendra le pouvoir, trouve des rapports de production agricole encore plus décomposés. Cette situation s'aggravera avec le sabotage immédiat exercé par les propriétaires fonciers. De plus, une république allemande des soviets subira le blocus exercé par la bourgeoisie internationale, tout comme, dans l'histoire, chaque révolution dut subir le blocus des anciennes puissances.

Le prolétariat d'industrie qui dirigera la révolution trouvera comme seul allié le prolétariat rural dans la prise en charge de la production agricole. La Révolution de novembre [1918] a déjà libéré les ouvriers agricoles de la pire oppression et a entraîné un vaste mouvement parmi eux. Leur volonté et leur sentiment révolutionnaires se sont renforcés. Ils montrent souvent une maturité étonnante de leur conscience de classe. Le contraste actuel entre la main-d'œuvre urbaine et la main-d'œuvre rurale s'est estompé par la conscience d'un but prolétarien commun, créant ainsi la base d'une coopération.

Une idée capitale a fait son chemin chez les prolétaires ruraux : l'avenir salvateur, c'est l'industrialisation de l'agriculture sur une base communiste – et non une existence menée «sur son propre pré carré» (*auf eigener Scholle*). Les prolétaires ruraux sont disposés à édifier sur cette base l'économie agricole de concert avec le prolétariat d'industrie. D'autre part, les ouvriers urbains d'industrie ont la tâche de mettre la production industrielle au diapason des besoins de l'économie agricole.

Le prolétariat rural n'est pas suffisamment fort pour résoudre seul la tâche qui s'impose à lui. Pour cette raison, un réaménagement à grande échelle du prolétariat urbain est nécessaire pour des raisons aussi bien économiques que politiques. Le plus judicieux sera d'utiliser les forces venues de la campagne qui ont conservé des liens avec les techniques de production agricole.

Le principe fondamental de la résolution révolutionnaire de la question agraire est le suivant : seule l'expropriation complète (*Enteignung*) des propriétaires de terres et de forêts garantit l'existence de la dictature du prolétariat. La moindre demi-mesure, la moindre reconnaissance du droit de propriété sur les terres signifierait, par exemple pour les paysans petits et moyens, que l'on laisse subsister les bastions les plus forts de la contre-révolution, à partir desquels cette dernière peut toujours et encore disloquer le prolétariat révolutionnaire.

Étant donné que l'expropriation se traduit seulement par la dissolution de la forme économique existante, elle doit trouver un complément positif dans la formation de **communes agraires**. La **communauté agraire** (terre des conseils) [*Räteland*], en tant qu'exploitation, se fonde sur la

ferme agricole, le village ou une combinaison des deux en utilisant les conditions données par les conseils d'ouvriers agricoles. Le regroupement d'exploitations paysannes parcellarisées, par des mesures répétées, sous une forme rationnelle s'appuyant sur la gestion du parc de machines, le stockage des produits dans de grandes bâtiments ainsi que par le développement le plus moderne du réseau de transport, tels sont les facteurs techniques d'une dictature du prolétariat qui assure la mise en place de l'approvisionnement alimentaire et en même temps anéantit le soubassement économique de toute tentative de contre-révolution féodale-agraire.

TROISIÈME PARTIE

Les tâches de la classe ouvrière après s'être emparée du pouvoir politique

Pour des raisons tant objectives que subjectives, il est extrêmement important pour la mise en œuvre de la révolution ouvrière de clarifier, autant que faire se peut, les premières tâches que doit accomplir la classe ouvrière victorieuse. Jusqu'à présent, on a négligé dans la partie marxiste de la classe ouvrière combien cette clarté était nécessaire. D'autre part, les syndicalistes révolutionnaires des pays latins et leurs alliés les IWW (Ouvriers industriels du monde) dans la zone anglo-saxonne en donnant des descriptions très étendues, en particulier des mesures économiques, mais sans suffisamment clarifier les relations existantes entre pouvoir politique et faits économiques, surtout sans idées claires sur le cours de la révolution sociale, pour tout dire sur une base utopique.

Le but historiquement nécessaire de la révolution prolétarienne est finalement la réorganisation de la production. Mais les tâches de la classe ouvrière dans la révolution sont avant tout des tâches politiques. Seule la ferme possession du pouvoir politique permet à la classe ouvrière de réorganiser la production et de conduire la société au communisme.

Le pouvoir politique ne peut être conquis qu'en brisant la résistance désespérée des exploités dans une lutte où tous les moyens seront utilisés. Si cette lutte tourne en faveur des ouvriers, l'appareil productif tombera dans les mains de la révolution victorieuse, mais inévitablement dans un sérieux état de désorganisation. Celui qui ne veut faire la révolution qu'en éludant ce problème – en d'autres termes, celui qui veut bien de la révolution mais sans en supporter les coûts –, celui-ci sabote en réalité l'émancipation de la classe ouvrière.

Les forces productives dont héritera le prolétariat, à l'époque historique de sa domination, seront déjà énormément développées. Mais l'appareil technique sera si désorganisé par l'autodestruction du capital sous l'effet de la crise et par la lutte des classes dans son stade suprême d'incandescence, la guerre civile, que la classe ouvrière a besoin de toute une période de transition pour convertir les opportunités, celles offertes par les moyens de production modernes, en réalités productives. Ce n'est qu'après une telle période de transition que la société disposera d'une richesse en produits, permettant de se transformer en une économie du travail solidaire pour la réalisation de ses besoins.

Les souffrances et les privations inévitables de cette période de transition, ainsi que la résistance et les tentatives de rébellion de la classe exploiteuse, créent des difficultés menaçant le prolétariat victorieux. Les souffrances et les difficultés de la période de transition produisent, dans les parties les moins conscientes de la classe ouvrière elle-même et dans toutes les couches idéologiquement rétrogrades de la petite bourgeoisie, des adversaires de la révolution, qui se mettent à la disposition du commandement de la bourgeoisie renversée – sous forme de gardes blancs et de bandits.

Les tâches les plus immédiates de la classe ouvrière victorieuse résideront donc dans le domaine du maintien et de la consolidation du pouvoir nouvellement acquis, le premier devoir de la dictature prolétarienne étant de préserver sa propre existence.

L'auto-préservation de la dictature prolétarienne ne peut se fonder que sur l'organisation des travailleurs révolutionnaires organisés dans les conseils révolutionnaires. Le devoir du KAPD devra être, au cours de la lutte pour l'établissement des conseils et pour la préservation de leur caractère purement révolutionnaire, celui d'utiliser toutes ses forces intellectuelles, morales et organisationnelles.

Les moyens politiques d'exercice du pouvoir, qui doivent être utilisés pour protéger la dictature prolétarienne résultent de la somme des expériences accumulées jusqu'à présent. Organisations politiques de la bourgeoisie et laquais de la bourgeoisie au sein de la classe ouvrière, parlements et partis parlementaires, syndicats, presse bourgeoise, tribunaux, appareil administratif : tous doivent être détruits, pour autant que la lutte ne les ait pas déjà anéantis. Les conseils doivent créer un nouvel appareil administratif hors d'eux-mêmes. Au lieu du droit de classe bourgeois régnant jusqu'ici, un droit de classe prolétarien doit être appliqué, dont l'exercice doit être entre les mains des tribunaux révolutionnaires. Le contrôle de tous les habitants se poursuit en utilisant toute l'expérience technique de la police civile, mais en éliminant l'ancien corps de fonctionnaires. Désarmement complet de la bourgeoisie et armement des ouvriers révolutionnaires, tout cela se comprend aisément. Le regroupement des travailleurs en armes doit se réaliser en premier lieu dans les entreprises. Les grosses entreprises phares de la révolution, en tant qu'unités armées, doivent être et resteront aussi le noyau de l'Armée rouge.

Le pouvoir politique n'est rien cependant s'il ne peut s'appuyer sur la maîtrise des soubassements économiques les plus cruciaux. Voici les principaux secteurs économiques dont la maîtrise est essentielle pour la préservation du pouvoir politique de la classe ouvrière : **les entrepôts alimentaires, les mines de charbon et de minerai, les mines de potasse, l'industrie d'armement de toute nature, y compris les usines chimiques, les centrales électriques, les transports, et tout particulièrement les chemins de fer, le réseau de télécommunications, les grandes imprimeries.**

Pendant la lutte et dans la période qui suit immédiatement la victoire, la domination de tous ces secteurs économiques est plus importante que leur mise en exploitation. Tant que les organes de la dictature (les conseils) ne sont pas en mesure de surveiller avec une extrême précision le trafic ferroviaire dans leur région, wagon après wagon, il est plus judicieux de commencer par se limiter au trafic dont la surveillance est possible, plutôt que de permettre – par un étalage de zèle – à l'ennemi de classe opérant dans le pays de réaliser une concentration de ses forces ou moyens.

Les frontières territoriales où s'exerce la dictature prolétarienne – de par l'inévitable caractère international de la révolution ouvrière – ne peuvent être atteintes qu'à un moment précis. Choisir avec justesse ce moment est l'une des **questions politiques les plus cruciales pour le pouvoir des conseils**. Il est très vraisemblable que ces frontières ne coïncideront ni avec les frontières politiques actuelles ni avec les frontières linguistiques. Au contraire, sous la pression des relations économiques et des rapports de classe, elles seront, probablement tout un temps, en partie plus étroites, en partie plus larges. La révolution prolétarienne peut, sous certaines conditions au cours de son développement international, créer provisoirement des territoires entièrement nouveaux puis les détruire de nouveau en continu jusqu'à ce que le grand but soit atteint, et que de façon générale les frontières des pays disparaissent.

Sur cette voie, chaque vague montante de la révolution se traduira par la destruction des anciennes frontières territoriales et nationales; cependant, lors du reflux, il sera nécessaire, pendant un certain temps, de constituer et de verrouiller de solides frontières territoriales. La maîtrise absolue de frontières devenues nécessaires, la libre disposition et le plein contrôle sur elles, quels que soient les personnes et les biens qui peuvent circuler dans les deux sens, sont politiquement et économiquement vitales pour la dictature [prolétarienne]. Il est tout aussi important de désorganiser et de saboter par tous les moyens la défense politique et économique des frontières territoriales aux mains du capitalisme, et de déployer propagande et organisation, à partir des territoires gagnés à la révolution, dans les zones encore soumises au capital. Parce que la lutte de classe prolétarienne est internationale, elle ne peut emporter la victoire qu'à l'échelle internationale.

II.

La révolution de la classe ouvrière n'est pas un acte purement économique; encore moins se réduit-elle à n'être qu'un acte purement politique. La révolution de la classe ouvrière est plutôt dans la totalité de son déroulement un processus unitaire, politique et économique, où le politique ne peut jamais être absolument séparé de l'économique. Rejeter l'un de ces deux éléments revient toujours à dévier un temps du droit chemin de la révolution.

Dans l'ensemble, l'action politique sera finalement un moyen subordonné au but économique, un moyen sûr de se rendre soi-même superflu. Mais en particulier, les moyens politiques, c'est-à-dire les moyens de puissance (*Machtmittel*), doivent s'exercer souvent et inévitablement dans le domaine économique, et à vrai dire dans un sens qui semble d'abord contredire les besoins économiques. Le *Manifeste communiste* affirmait déjà :

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'État, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives.

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier.

La Révolution russe ainsi que le cours de la Révolution allemande dans les années 1918-1923 ont montré que «*le prolétariat organisé comme classe dirigeante*», n'a absolument rien à voir avec l'État bourgeois, mais plutôt que l'organisation du prolétariat en tant que classe dirigeante peut seulement progresser au cours d'une lutte où l'État bourgeois est brisé et où à sa place surgit un État complètement différent (État des conseils). Le prolétariat ne peut s'ériger en classe dirigeante au sein des formes et de l'appareil dont la classe bourgeoise fait usage pour exercer sa domination. Aussi la centralisation des instruments de production dans les mains de **l'État prolétarien des conseils** n'a rien en commun avec celle des industries aux mains d'un État organisé dans les intérêts de la bourgeoisie, peu importe le costume revêtu par les conditions formelles d'une telle centralisation, nationalisation, «socialisation», peu importe qui et combien de soi-disant «représentants du prolétariat» peuvent siéger dans le gouvernement d'un tel État avec la casquette d'un prétendu «gouvernement ouvrier».

De façon générale, la domination des moyens de production ne commence pas par la centralisation, mais par le fait que le prolétariat «*se servira de sa suprématie politique*» pour «*arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie*». Cette tournure de phrase n'est pas une simple rhétorique dans le *Manifeste communiste* face au problème de la centralisation, mais relève du bon sens et a une réelle signification. Elle est une expression condensée du fait que la lutte n'est que partiellement achevée avec la conquête du pouvoir politique, qu'une seconde partie bien plus importante suit : la lutte pour la domination complète des moyens de production.

Certes, historiquement, la lutte pour le pouvoir politique n'est pas complètement séparée de la lutte pour s'emparer des moyens de production, et nous avons déjà indiqué *supra* quels secteurs de moyens de production sont politiquement les plus importants pour cette lutte. Mais il faut s'attendre très certainement à ce que la victoire politique puisse être remportée plus rapidement que celle d'une domination achevée sur l'ensemble des moyens de production.

Pour que *le prolétariat en tant que classe* puisse disposer de la production, il ne suffit pas de faire des décrets ni d'introduire toutes sortes de contrôles sur la mise en œuvre de ces décrets, mais il faut que la classe ouvrière en tant que telle (pas seulement ses instances politiques et ses précurseurs) arrache pour elle-même la domination de la production. Ce n'est que dans la mesure où cela réussit que l'on peut subordonner l'acquis à une réglementation centrale sans qu'elle soit assujettie à une nouvelle dictature et exploitation bureaucratique.

La conquête des moyens de production est donc un processus qui doit se dérouler dans chaque entreprise, usine après usine, mené par les équipes (*Belegschaften*) elles-mêmes. C'est seulement lorsque la classe ouvrière en a pris conscience au cours de la lutte, qu'elle saisit les particularités et nécessités de la révolution prolétarienne; alors seulement elle se montre véritablement apte capable de mener son combat de manière révolutionnaire.

Le problème à la résolution duquel est liée l'heureuse mise en œuvre de la révolution ouvrière dans l'Europe industrielle, c'est la formation de la conscience de soi et de la conscience de classe (*Ausbildung des Selbst- und Klassenbewusstseins*) du prolétariat. La phrase «***L'émancipation de la classe ouvrière ne peut être que l'œuvre de la classe ouvrière elle-même***» signifie, entre autres choses, que la classe ouvrière doit prendre conscience de ses tâches historiques en tant que vecteur de la production. Pour cette raison, la classe ouvrière ne peut accomplir la partie économique de la révolution – dont dépend l'existence même de la victoire politique – que si, massivement, du moins au cours de la lutte, elle comprend les indispensables mesures économiques à prendre par elle-même en descendant jusqu'au niveau de chaque entreprise. Inversement, de telles mesures ne peuvent avoir un réel impact révolutionnaire que si elles peuvent être comprises par la grande masse des travailleurs, mises en forme par eux à partir de leurs expériences concrètes dans la production, et finalement converties en réalité.

Sur l'importance future en étendue de la fraction du prolétariat en Allemagne qui – comme avant-garde – remportera les premières victoires de la révolution, nul ne peut se prononcer aujourd'hui avec certitude. Ce qui est certain, cependant, c'est que cette avant-garde dirigeante doit de toute urgence avoir la préoccupation que les masses ouvrières les plus larges agissent consciemment et activement dans le domaine de la production. La production industrielle est le terreau de la classe ouvrière moderne; elle est la pépinière de la révolution; c'est ici – par-delà toutes les divisions politiques – que prend vie et germe l'instinct révolutionnaire de tout ouvrier; c'est ici que les masses les plus larges – après le premier choc – savent le mieux ce qu'elles ont à faire. Bien des erreurs qui ont été commises dans ce domaine au cours de la Révolution allemande ne pouvaient naître que du fait que les ouvriers sentaient que cela ne posait pas sérieusement la question de l'anéantissement de la bourgeoisie. Tous les débats sur la socialisation de ces dernières années – pour autant que les travailleurs y aient participé – ont surgi seulement de l'embarras à vouloir faire quelque chose, malgré l'attitude contre-révolutionnaire clairement ressentie de la direction politique¹⁴. Plus la direction politique d'une révolution comprend de manière vigoureuse et intraitable comment faire avancer les événements, plus l'avant-garde décidée des combattants de classe fera comprendre clairement par ses actions, qu'il n'y aura pas de retour en arrière – et cela pour autant que tous les travailleurs sauraient ce qui doit se passer dans leurs entreprises.

¹⁴ Allusion à la politique menée par les chefs de la social-démocratie et des syndicats pour concentrer toute l'attention du prolétariat allemand sur la possibilité d'une nationalisation des secteurs clefs de la production, en particulier celle des mines. Dans la Ruhr, cette politique de «distraction» du prolétariat échoua : la Reichswehr et les corps francs, sur l'ordre du SPD, marchèrent sur la Ruhr en 1919 pour briser la colère des ouvriers qui voyaient leur situation s'aggraver de jour en jour par le chômage et la faim [NdT].

STATUTS D'ORGANISATION

Structure et règles du Parti communiste-ouvrier d'Allemagne

1. Peut être membre du Parti communiste-ouvrier d'Allemagne quiconque en reconnaît le programme et les statuts et agit dans ce sens.

Tout membre du KAPD salarié par l'organisation est obligatoirement membre de l'Union générale des travailleurs d'Allemagne (AAUD).

2. Le KAPD est une organisation centralisée Le Parti est constitué de districts économiques, qui sont définis par le congrès du Parti. Dans un souci d'élaboration organisationnelle, chaque district économique se subdivise en sous-districts et en groupes locaux. Le nombre et la nature de ces sous-districts et groupes locaux sont précisés par chaque district en toute indépendance. Les districts économiques décident de leurs statuts d'organisation de façon autonome, mais doivent se maintenir dans le cadre du Parti pris comme un tout.

3. Pour le **travail d'organisation** pratique au niveau du Reich et dans les districts économiques, il est exigé :

Les liens les plus étroits du Comité directeur (*Hauptausschuss*) avec le faubourg où il siège;

Des discussions de vive voix, des échanges d'intervenants ou conférenciers de district à district, de section locale à section locale, aussi fréquemment que possible;

Un service de renseignement rapide et substantiel des sections locales jusqu'à la Centrale, en passant par les districts, sur des faits politiques, économiques et militaires;

Une utilisation fondamentale de tous les membres à des tâches spécifiques, changeant de temps à autre, par des groupes de travail, formations ou autres (entreprises, armée et police, propagande, jeunesse, femmes, chômeurs, réunions adverses, etc.).

Pas de membre sans fonction!

En outre :

Élaboration et répartition minutieuses des tâches exécutées au cours d'une action;

Révocation à tout moment de tous les fonctionnaires (permanents);

Stricte centralisation de la pure gestion des affaires courantes, sous toutes ses formes, en utilisant le plus possible les instruments modernes.

4. Les **tâches du district économique** sont les suivantes :

Propagande, mise en pratique des actions décidées par le Parti; collecte des cotisations et conduite des affaires administratives du district.

5. Le montant de la contribution mensuelle obligatoire pour le financement du Comité directeur (*Hauptausschuss*) se base sur le montant respectif des adhérents du faubourg (*Vorort*) où siège le Comité directeur. Le montant des cotisations locales reste fixé par les différents groupes locaux.

6. Quiconque enfreint les principes et les décisions du Parti est exclu. C'est l'assemblée du groupe local qui en décide, puis en cas de recours l'assemblée des délégués du district économique, en dernière instance le congrès du Parti.

Si la personne concernée ne fait pas recours dans un laps de quatre semaines, l'exclusion doit être officialisée.

Pendant la procédure d'enquête, les camarades concernés voient leurs fonctions suspendues.

7. Le **congrès ordinaire du Parti** (*Ordentlicher Parteitag*) se tient chaque année; il doit être convoqué par le Comité directeur (*Hauptausschuss*). Celui-ci se doit de convoquer un congrès extraordinaire à la demande d'au moins un tiers des districts économiques existants, qui représentent un tiers du total des membres.

8. La **convocation du congrès** peut avoir lieu au plus tôt six semaines après la réunion du Comité central; elle doit être connue des districts économiques au plus tard quatre semaines avant la date de sa tenue, en indiquant l'ordre du jour proposé.

L'invitation à participer au congrès du Parti doit être confirmée par les districts économiques; les résolutions soumises à tout congrès doivent être adressées aux districts économiques au moins quatre semaines avant la tenue de ce congrès.

9. **Le congrès est la plus haute instance du Parti.** Ont qualité pour participer au congrès :

a) Les représentants élus des différents districts économiques, dont le nombre est fixé en accord avec les camarades organisés. Cependant, chaque district économique a le droit d'envoyer au moins un représentant.

b) La Rédaction et la Centrale du Parti.

c) Les représentants de l'Union générale ouvrière (AAU) et de la Jeunesse communiste-ouvrière (KAJ).

Cependant, lors du congrès, seuls participent au vote les délégués du Parti provenant des districts économiques, et dont les mandats sont impératifs.

Les salariés (*Angestellte*) du Parti ne participent pas au vote et normalement ne devraient pas être élus comme délégués.

Le vote sera basé sur les contributions réglées au cours des trois derniers mois. Les camarades chômeurs doivent être dûment pris en compte.

Le congrès vérifie la légitimité du mandat de ses participants, choisit sa direction et détermine son propre règlement intérieur.

Les décisions prises par le congrès du Parti valent obligatoirement pour l'ensemble des membres du Parti.

10. Font partie des **tâches du congrès** :

a) L'acceptation des rapports sur les activités du Comité directeur.

b) La **désignation du lieu ou faubourg où la Centrale du Parti doit siéger. Ce faubourg est celui du Comité directeur des tâches courantes** (GHA).

c) La prise de décisions relatives à l'organisation du Parti ainsi que toutes questions concernant la vie du Parti.

d) Le choix d'un district économique qui élit parmi ses membres une commission chargée du contrôle de l'organisation et de la trésorerie tant du Comité directeur (GHA) que de la direction des districts économiques.

La Commission de contrôle ne devrait pas être sise au siège du Comité directeur. La Commission de contrôle est responsable devant le congrès du Parti.

11. Le faubourg désigné par le Congrès, où siège le Comité directeur des affaires courantes (GHA), décide de la composition de ce dernier. Les camarades élus au GHA sont chargés de mener les affaires courantes entre chaque congrès du Parti.

12. Le Comité central doit se réunir au moins tous les trois mois, dès que surgissent des différends.

Le Comité central est composé des délégués désignés par les districts économiques, à raison d'un par district, ainsi que des membres du Comité directeur (GHA).

Les modalités de vote des réunions du Comité central sont identiques à celles du Congrès du Parti.

Le Comité central a le droit, sous réserve de l'approbation ultérieure du Congrès, de révoquer et de remplacer les membres du Comité directeur (GHA).

Le faubourg de résidence du GHA dispose également de ce droit de destitution. Il doit convoquer une réunion du Comité central (*Zentralausschuss*) immédiatement après cette procédure.

13. Le Comité directeur (GHA) tout comme le Comité central ne peuvent intervenir publiquement au nom du Parti que s'il s'agit d'une prise de position entrant dans le champ d'application générale du programme et de la tactique élaborée. Dans les cas où ces organes considèrent qu'un changement de tactique est nécessaire et que, pour des raisons techniques, une prise de position immédiate de l'ensemble des membres n'est guère possible, ils peuvent signer au nom de l'organe concerné, mais en aucun cas au nom du Parti.

Pour chaque décision, et autant que faire se peut, tous les membres de cet organe devraient être consultés. Les résolutions ne sont prises que si au moins les deux tiers des membres sont présents ou représentés.

14. Le contenu et la rédaction de la presse du Parti doivent rester dans le cadre du programme et des décisions adoptées par le congrès du KAPD.

La publication des brochures du Parti est du ressort du Comité central.

La maison d'édition du KAPD est responsable de ses publications. Son entreprise est entre les mains de la Commission de travail du District économique de Berlin-Brandebourg. Tous les écrits publiés par la maison d'édition sont diffusés par la librairie de l'organisation à Berlin.

15. Les frais afférents aux réunions territoriales du Reich sont prélevés par répartition sur l'ensemble des membres du Parti. Le montant obligatoire de la répartition doit être déterminé au cas par cas par le Comité directeur de gestion (GHA).

ANNEXE

LIGNES DIRECTRICES SUR LA NATURE ET LES TÂCHES DES COMITÉS D'ACTION RÉVOLUTIONNAIRES

I.

L'intensification des antagonismes de classe, résultat de l'effondrement économique, place le prolétariat toujours plus devant la question d'une confrontation ouverte avec la société capitaliste ou d'une chute continue dans une misère toujours plus grande. Cependant, le prolétariat incarne lui-même en soi la contradiction qu'il porte en lui, qu'il ne peut se libérer de son sort qu'à travers l'action révolutionnaire, mais que celle-ci exige le dépassement des illusions et conceptions petites-bourgeoises. Il s'effraie à l'idée du moment décisif, tant que cette question n'est pas implacablement et inévitablement mise à l'ordre du jour de l'histoire; il se dérobe constamment à la lutte et reste soumis à l'influence des syndicats et des partis parlementaires. Il se rebelle à l'intérieur de ceux-ci, mais place ces organisations objectivement devant une tâche impossible, celle d'améliorer la situation de la classe ouvrière dans le cadre de la société capitaliste. La déficience des syndicats et de leurs prolongements (comités légaux d'entreprise) développe dans les masses travailleuses, en période d'exacerbation de la crise, une atmosphère d'abandon et d'impuissance totale.

Il se trouve que les vieilles armes des organisations syndicales et parlementaristes ne peuvent plus être mises en avant; elles sont devenues au contraire des armes de la contre-révolution. Le prolétariat voit bien aujourd'hui que la plus grande partie des moyens de lutte doit être changée, mais il n'a pas encore réalisé que même avec des «méthodes radicales» et sans le renversement du capital lui-même, il n'est aucun salut possible pour le prolétariat. Dans cette perspective, se pose la question de la création de comités d'action, où le Parti et l'Union par leur propagande pour ces comités doivent dissiper à l'intérieur du prolétariat les idées fausses, reprises consciemment ou inconsciemment, ainsi que toutes nouvelles illusions.

II.

De même que la propagande du Parti et de l'Union doit exprimer ses principes programmatiques, de même l'action révolutionnaire doit suivre la même ligne de cette propagande. La propagande pour les comités d'action n'est pas un simple mot d'ordre s'opposant aux slogans petits-bourgeois du KPD, mais se confronte aussi avec le programme révolutionnaire du KAPD et de l'AAU. La création de comités d'action ne dépend pas d'une simple volonté de voter pour eux, mais de la décision du prolétariat conscient de rompre avec toutes les traditions et méthodes réformistes, et de mener la lutte dans le sens du programme du KAPD et de l'AAU. **Anticiper au niveau organisationnel une attitude révolutionnaire surtout intuitive ne peut nullement renforcer et favoriser la conscience de classe nécessaire au combat; au contraire, cette «anticipation» étaye la croyance que des raccourcis organisationnels pourraient se substituer à l'action; par-là, elle entretient la passivité dans le prolétariat.** C'est uniquement quand le surgissement des comités d'action est l'expression d'une conscience de classe révolutionnaire croissante, que leur liquidation après une défaite n'est pas ressentie comme un échec par le prolétariat, mais aura une valeur durable qui se concrétise par le renforcement du Parti et de l'Union dans leurs rapports mutuels d'organisation et d'idées, augmentant ainsi leur force de frappe pour les combats ultérieurs.

III.

La classe ouvrière ne s'engage pas spontanément dans la lutte, mais sous la poussée des contraintes économiques, quand la confrontation devient un devoir impérieux. Les explosions révolutionnaires – causes objectives nécessaires de la crise mortelle (*Todeskrise*) grandissante du capital – peuvent cependant devenir facteur de révolution prolétarienne, lorsqu'elles trouvent une base politique et principielle commune, lorsqu'elles surgissent du champ des conditions locales et sont dépouillées de leur apparence plus ou moins floue. Seul un objectif réalisable en commun peut nourrir le sol d'une véritable solidarité de classe. Cependant, la condition *sine qua non* pour atteindre cet objectif réside dans le fait que les produits organisationnels du mouvement lui-même – être un élément le portant en avant –, les comités d'action, deviennent un instrument de la révolution; pas une chose tombant entre les mains de manipulateurs réformistes, en continuant à véhiculer des illusions petites-bourgeoises.

IV.

Les **tâches des comités d'action formés avec cette orientation** résultent de la situation actuelle face à l'ennemi de classe. Après leur formation comme expression de la violence prolétarienne, ils doivent immédiatement poursuivre, pour leurs tâches révolutionnaires, une nécessaire division du travail et appeler à faire surgir des conseils révolutionnaires, économiques et politiques. L'Union et le Parti doivent mobiliser la totalité de l'énergie du prolétariat pour soulager les points nodaux de la lutte et même mener le combat pour des comités d'action, pour coordonner aussitôt **les comités d'action** ou les conseils dans toute la zone où se déroulent les luttes; en un mot, il s'agit de tout mettre en avant pour accroître la capacité à lutter du mouvement, **afin d'élargir le mouvement lui-même**.

V.

Ce ne sont pas les comités d'action en soi mais leur nature qui est cruciale pour le soutien du mouvement par le Parti et l'Union; aussi les membres du Parti et de l'Union actifs dans le comité d'action doivent nécessairement y mener un travail de fraction. La politique et les mesures adoptées par les membres du parti et de l'union adhérents du comité d'action doivent exprimer la volonté de toute l'organisation. Pour pouvoir les orienter dans un sens révolutionnaire, de manière unitaire, efficace et stimulante, la collaboration la plus étroite entre Union et Parti, dans tout le Reich, est un devoir impérieux et une absolue précondition. L'Union et le Parti doivent non seulement être étroitement liés au sommet, mais dans les districts économiques (*Bezirke*) et les usines, en préservant pleinement leur mutuelle indépendance organisationnelle; ils doivent se soutenir mutuellement de la façon la plus énergique.

Si le mouvement emprunte des voies légalistes ou «particulières» (*sonstige*), le Parti et l'Union ont tous deux le devoir – conformément à leur programme – de mener une lutte inébranlable et sans faiblesse contre les inclinations à dissoudre le comité d'action ou à en démissionner, et de reprendre et poursuivre la lutte, dans le prolétariat lui-même, pour la défense de ses buts et principes.

PROGRAMME DU PARTI COMMUNISTE-OUVRIER D'ALLEMAGNE (MAI 1920)*

C'est dans le tourbillon de la révolution et de la contre-révolution que s'est accomplie la fondation du Parti communiste-ouvrier d'Allemagne. Mais la naissance du nouveau parti ne date pas de Pâques 1920, moment où le rassemblement de l'«opposition» qui n'était unie jusqu'ici que par des contacts vagues, trouva sa conclusion organisationnelle. L'heure de la naissance du KAPD coïncide avec la phase de développement du KPD (*Spartakusbund*), au cours de laquelle une clique de chefs irresponsables, plaçant ses intérêts personnels au-dessus des intérêts de la révolution prolétarienne, a entrepris d'imposer sa conception personnelle de la «mort» de la révolution allemande à la majorité du parti. Celui-ci se dressa alors énergiquement contre cette conception personnellement intéressée. Le KAPD est né lorsque cette clique, se fondant sur cette conception personnelle qu'elle avait élaborée, voulut transformer la tactique du parti, jusqu'ici révolutionnaire, en une tactique réformiste. Cette attitude traîtresse des Levi, Posner¹⁵ et Cie justifie une nouvelle fois la reconnaissance du fait que l'élimination radicale de toute politique de chefs (*Führerpolitik*) doit constituer la première condition du progrès impétueux de la révolution prolétarienne en Allemagne. C'est en réalité la racine des clivages qui sont apparus entre nous et la Ligue Spartacus, d'une telle profondeur que le fossé qui nous sépare du *Spartakusbund*, est plus grand que l'opposition qui existe entre les Levi, les Pieck, les Thalheimer¹⁶, etc., d'un côté et les Hilferding, les Crispin, les Stampfer, les Legien¹⁷ de l'autre. L'idée qu'il faut faire de la volonté révolutionnaire des masses le facteur déterminant dans les prises de position tactiques d'une organisation réellement prolétarienne est le leitmotiv de la construction organisationnelle de notre parti. Exprimer l'autonomie des membres dans toutes les circonstances, c'est le principe de base d'un parti prolétarien, qui n'est pas un parti dans le sens traditionnel du terme.

Il est donc pour nous évident que le programme du parti, que nous transmettons ici à nos organisations et qui a été rédigé par la Commission du programme mandatée par le congrès, doit rester un projet de programme jusqu'à ce que le prochain congrès ordinaire se déclare d'accord avec la présente version. Du reste, des propositions d'amendements, qui concerneraient les prises de position fondamentales et tactiques du parti, sont peu probables, dans la mesure où le programme ne fait que formuler fidèlement, dans un cadre plus large, le contenu de la déclaration programmatique adoptée à l'unanimité par le congrès du parti. Mais d'éventuels amendements formels ne changeront rien à l'esprit révolutionnaire qui anime chaque ligne du programme. La reconnaissance marxiste de la nécessité historique de la dictature du prolétariat est pour nous un guide immuable. Notre volonté de mener le combat pour le socialisme, dans l'esprit de la lutte de classe internationale, est et restera inébranlable. Sous ce drapeau, la victoire de la révolution prolétarienne est certaine.

Berlin, mi-mai 1920,

(signé) : ERDMANN¹⁸; FRIEDRICH¹⁹; STAHL²⁰.

* Texte source en allemand sur le site marxists.org : <https://www.marxists.org/deutsch/geschichte/deutsch/kapd/1920/programm.htm>. Le texte traduit par Denis Authier, comme supplément au numéro 2 d'*Invariance*, 1973, a été revu par nos soins (*La gauche allemande. Textes du KAPD, de l'AAUD, de l'AAUE et de la KAI (1920-1922)*, Vecchia Talpa/Invariance/Vieille Taupe, Naples-Brignoles-Paris, 1^{er} trimestre 1973).

¹⁵ Posener, pseudonyme de Mieczysław Warszawski-Broński (1882-1938), né à Lodz (Pologne), diplomate soviétique (Allemagne et Autriche), émissaire du Komintern en Europe occidentale et agent des bolcheviks russes dans la Centrale du KPD. Retourné en Russie, il fut nommé en 1928 membre du collège du commissariat du peuple aux finances, enseignant jusqu'à son arrestation l'économie politique à Moscou. Arrêté le 9 septembre 1937 lors de la Grande Terreur, il fut fusillé à Kommunarka (Moscou) – charnier de 14.000 victimes – le premier septembre 1938 [NdT].

¹⁶ Paul Levi, Wilhelm Pieck, August Thalheimer, chefs de la droite du KPD qui firent exclure par des manœuvres bureaucratiques la Gauche communiste lors du congrès de Heidelberg en octobre 1919 [NdT].

¹⁷ Rudolf Hilferding (1877-1941), rédacteur en chef de *Die Freiheit*, l'organe de l'USPD, et Arthur Crispin (1875-1946), étaient chefs de l'USPD. Tous deux finirent par retourner au SPD en 1922. Friedrich Stampfer (1874-1957) était un journaliste SPD, parlementaire de 1920 à 1933; Carl Legien (1861-1920) était le chef des syndicats social-démocrates [NdT].

¹⁸ Emil Erdmann Sach (1890-1959), membre de l'Exécutif du KAPD, future figure de la tendance d'Essen après mars 1922.

¹⁹ Friedrich Wendel (1886-1960), un des chefs du KAPD à Berlin jusqu'à sa démission fin août 1920. Il retourna plus tard à la social-démocratie.

²⁰ Arthur Goldstein (1887-1943), auteur de la brochure (juillet 1920) : *Nation und Internationale. Eine kritische Auseinandersetzung mit dem Hamburger Kommunismus* (www.left-dis.nl/d/goldstein.pdf). Après 1930, l'un des chefs des «Rote Kämpfer». Exilé à Paris, il fut arrêté pendant la guerre et exécuté en Allemagne.

*

* *

La crise économique mondiale, née de la guerre mondiale, avec ses effets économiques et sociaux monstrueux, et dont l'image d'ensemble produit l'impression sidérante d'un unique champ de ruines aux dimensions colossales, ne signifie qu'une seule chose : le crépuscule des dieux de l'ordre mondial bourgeois capitaliste point à l'horizon. Aujourd'hui, il ne s'agit pas d'une de ces crises économiques périodiques, typiques du mode de production capitaliste; il s'agit de la crise du capitalisme lui-même. Secousses convulsives de l'ensemble de l'organisme social, éclatement formidable d'antagonismes de classes d'une acuité jamais vue, misère généralisée pour de larges couches populaires, tout cela est un avertissement fatidique à la société bourgeoise. Il apparaît de plus en plus clairement que l'opposition entre exploités et exploités qui s'accroît toujours plus de jour en jour, que la contradiction entre Capital et Travail, dont prennent de plus en plus conscience même les couches jusque-là indifférentes du prolétariat, est insoluble. Le capitalisme a fait l'expérience de son fiasco définitif, il s'est lui-même historiquement réduit à néant dans la guerre de brigandage impérialiste, il a créé un chaos, dont la prolongation insupportable place le prolétariat devant l'alternative historique : rechute dans la barbarie ou édification d'un monde socialiste.

De tous les peuples de la Terre seul le prolétariat russe a réussi jusqu'à maintenant, par des combats de titan, à renverser la domination de sa propre classe capitaliste et à s'emparer du pouvoir politique. Par une résistance héroïque, il a repoussé l'attaque concentrée de l'armée de mercenaires organisée par le capital international et il se voit maintenant confronté à une tâche qui, par sa difficulté, dépasse l'entendement : reconstruire, sur une base socialiste, une économie totalement détruite par la guerre mondiale et la guerre civile qui lui a succédé pendant plus de deux années. Le destin de la République des conseils de Russie dépend du développement de la révolution prolétarienne en Allemagne. Après la victoire de la révolution allemande, on se trouvera en présence d'un bloc économique socialiste qui, au moyen de l'échange réciproque des produits de l'industrie et de l'agriculture, sera en mesure d'établir un mode de production véritablement socialiste, en n'étant plus obligé de faire des concessions économiques, et par là aussi politiques, au capital mondial. Si le prolétariat allemand ne remplit pas à très court terme sa tâche historique, le développement de la révolution mondiale sera remis en question pour des années, si ce n'est des dizaines d'années. En fait, c'est l'Allemagne qui est aujourd'hui la clef de voûte de la révolution mondiale. La révolution dans les pays «vainqueurs» de l'Entente ne peut se mettre en branle, que lorsqu'aura été levée la grande barrière de l'Europe centrale. Les conditions économiques de la révolution prolétarienne sont logiquement incomparablement plus favorables en Allemagne que dans les pays «vainqueurs» de l'Europe occidentale. L'état de l'économie allemande pillée impitoyablement après la signature du *Traité de Versailles* a fait mûrir une paupérisation qui pousse à bref délai à une solution violente face à une situation catastrophique. En outre, la paix de brigandage de Versailles n'aboutit pas seulement à peser, au-delà du raisonnable, sur le mode de production capitaliste en Allemagne, mais elle impose au prolétariat des chaînes qu'il ne peut supporter : son aspect le plus dangereux, c'est de saper les fondements économiques de la future économie socialiste en Allemagne, et donc aussi, dans ce sens, de remettre en question le cours de la révolution mondiale. Seule une poussée en avant impétueuse de la révolution prolétarienne allemande peut nous sortir de ce dilemme. La situation économique et politique en Allemagne est archi-mûre pour l'éclatement de la révolution prolétarienne. À ce stade de l'évolution historique, où le processus de décomposition du capitalisme ne peut être voilé artificiellement que par un spectacle de positions de forces apparentes, tout doit tendre à aider le prolétariat à acquérir la *conscience* qu'il n'a besoin que d'une intervention énergique pour user efficacement du pouvoir qu'il possède déjà effectivement. Dans la période présente de lutte de classe révolutionnaire, où l'on est entré dans la dernière phase de la lutte entre capital et travail, et où le combat décisif lui-même est déjà en cours, il ne peut être question de compromis avec notre mortel ennemi, mais seulement d'un *combat jusqu'à son anéantissement*. En particulier, il faut attaquer les institutions qui tendent à jeter un pont au-dessus des antagonismes de classes et qui s'orientent ainsi vers une sorte de «communauté de travail» (*Arbeitsgemeinschaft*) politique ou économique entre exploités et exploités. Au moment où les conditions *objectives* de l'éclatement de la révolution prolétarienne sont données, sans que la crise permanente ne connaisse une aggravation définitive, ou

bien au moment où une aggravation catastrophique se produit, sans qu'elle soit conçue et exploitée jusque dans ses dernières conséquences par le prolétariat, il doit y avoir des raisons de nature *subjective* pour freiner le progrès accéléré de la révolution. Autrement dit : l'idéologie du prolétariat se trouve encore en partie prisonnière de représentations bourgeoises ou petites-bourgeoises. La psychologie du prolétariat allemand, dans son présent aspect, ne montre que trop visiblement les traces de l'esclavage militariste séculaire, avec en plus les signes caractéristiques d'un manque de conscience de soi; c'est le produit naturel du crétinisme parlementaire de la vieille social-démocratie et de l'USPD d'un côté, de l'absolutisme de la bureaucratie syndicale de l'autre. Les facteurs subjectifs jouent un rôle décisif dans la révolution allemande. Le problème de la révolution allemande est le problème du *développement de la conscience de soi du prolétariat allemand*.

Reconnaissant cette situation ainsi que la nécessité d'accélérer le rythme du cours révolutionnaire dans le monde, fidèle également à l'esprit de la Troisième Internationale, le KAPD combat pour la revendication maximale : abolition immédiate de la démocratie bourgeoise et dictature de la classe ouvrière. Il rejette dans la constitution démocratique un principe, doublement absurde et intenable dans la période actuelle, celui de vouloir concéder à la classe capitaliste exploiteuse elle-même des droits politiques ainsi que le pouvoir d'être la maîtresse exclusive des moyens de production.

Conformément à ses vues maximalistes, le KAPD se déclare également pour le rejet de toutes les méthodes de lutte réformistes et opportunistes, dans lesquelles il ne voit qu'une manière d'esquiver les luttes sérieuses et décisives avec la classe bourgeoise. Il ne veut pas esquiver ces luttes, au contraire, il les provoque. Dans un État qui porte tous les stigmates de la période de décadence du capitalisme, la participation aux élections parlementaires fait aussi partie des méthodes réformistes et opportunistes. Exhorter, dans une telle période, le prolétariat à participer aux élections au parlement, ne signifie rien d'autre que réveiller et nourrir chez lui l'illusion dangereuse que la crise pourrait être dépassée par des moyens parlementaires; c'est utiliser un moyen utilisé autrefois par la bourgeoisie dans sa lutte de classe, alors que l'on se trouve dans une situation où seuls les instruments prolétariens de lutte de classe, appliqués avec hardiesse et sans ménagement, peuvent être efficaces et emporter la décision. La participation aux parlements bourgeois, en pleine progression de la révolution prolétarienne, ne signifie – en fin de compte – rien d'autre que le *sabotage de l'idée des conseils*.

L'idée des conseils (*Rätegedanke*) dans une période de lutte prolétarienne pour le pouvoir politique est au centre du processus révolutionnaire. L'écho plus ou moins fort que l'idée des conseils suscite dans la conscience des masses est le thermomètre qui permet de mesurer le développement de la révolution sociale. La lutte pour la reconnaissance des conseils d'entreprise révolutionnaires et des conseils ouvriers politiques dans le cadre d'une situation révolutionnaire précise naît logiquement de la lutte pour la dictature du prolétariat contre la dictature du capitalisme. Cette lutte révolutionnaire, dont l'axe politique spécifique est constitué par l'idée des conseils, s'oriente, sous la pression de la nécessité historique, contre l'ordre social bourgeois dans sa totalité et donc aussi contre sa forme politique, le parlementarisme bourgeois. Système des conseils (*Rätesystem*) ou parlementarisme ? C'est une question d'importance historique. Édification d'un monde communiste prolétarien ou naufrage (*Untergang*) dans le marais de l'anarchie capitaliste bourgeoise ? Dans une situation aussi totalement révolutionnaire que celle de l'Allemagne actuelle, la participation au jeu parlementaire signifie donc non seulement saboter l'idée des conseils, mais aussi, de surcroît, stimuler le monde capitaliste bourgeois en putréfaction et par là, plus ou moins volontairement, ralentir le cours de la révolution prolétarienne.

Au côté du parlementarisme bourgeois, les syndicats forment le principal rempart contre le développement ultérieur de la révolution prolétarienne en Allemagne. Leur attitude pendant la guerre mondiale est bien connue. Leur influence décisive sur l'orientation principielle et tactique du vieux parti social-démocrate conduisit à la proclamation de l'«union sacrée» (*Burgfrieden*) avec la bourgeoisie allemande, ce qui équivalait à une déclaration de guerre au prolétariat international. Leur efficacité social-traître trouva sa continuation logique lors de l'éclatement de la révolution de novembre 1918 en Allemagne : ils témoignèrent de leurs intentions contre-révolutionnaires en formant avec les industriels allemands en pleine crise une «communauté de travail» (*Arbeitsgemeinschaft*) pour maintenir la paix sociale. Ils ont conservé leur tendance contre-révolutionnaire jusqu'à aujourd'hui, pendant toute la période de la révolution allemande. C'est la bureaucratie des syndicats qui s'est opposée avec le plus de violence à l'idée des conseils qui s'enracinait de plus en plus profondément dans la classe ouvrière allemande, c'est elle qui a trouvé les

moyens de paralyser avec succès des tendances politiques visant à la prise du pouvoir par le prolétariat, tendances qui résultaient logiquement des actions de masses économiques. Le caractère contre-révolutionnaire des organisations syndicales est si notoire que de nombreux patrons en Allemagne n'embauchent que les ouvriers appartenant à une formation syndicale. Cela dévoile à la face du monde que la bureaucratie syndicale prendra une part active au maintien futur d'un système capitaliste qui craque de toutes parts. Les syndicats sont ainsi, dans les fondations bourgeoises, l'un des principaux piliers venant étayer l'État capitaliste. L'histoire syndicale de ces derniers 18 mois a amplement démontré que cette formation contre-révolutionnaire ne peut être transformée de l'intérieur. La révolutionnarisation des syndicats n'est pas une question de personnes : le caractère contre-révolutionnaire de ces organisations se trouve dans leur structure et dans leur système spécifique eux-mêmes. De ce fait, la conclusion logique en est que seule la *destruction même des syndicats* peut ouvrir la voie de la révolution sociale en Allemagne. L'édification socialiste a besoin d'autre chose que de ces organisations fossilisées.

C'est dans les luttes de masses qu'est apparue l'organisation d'entreprise. Elle fait surface et apparaît comme une chose sans équivalent, mais là n'est pas sa nouveauté. Ce qui est nouveau, c'est qu'elle surgit partout pendant la révolution, arme nécessaire de la lutte de classe contre le vieil esprit et le vieux fondement qui est à sa base. L'organisation d'entreprise correspond à l'idée des conseils; c'est pourquoi elle n'est absolument pas une pure forme ou un nouveau jeu organisationnel, pas même une «belle nuit mystique»; naissant organiquement dans le futur, expression du futur, elle incarne une révolution sociale qui s'oriente vers la société sans classes. C'est une pure organisation de lutte prolétarienne. Le prolétariat ne peut pas s'organiser pour une lutte sans merci tendue vers le renversement de la vieille société s'il demeure émietté en corps de métiers, à l'écart de son terrain de lutte; pour cela il faut que la lutte soit menée dans l'entreprise. C'est là que l'on est l'un à côté de l'autre comme camarades de classe, c'est là que tous sont forcés d'être égaux en droit. C'est là que la masse est le moteur de la production et qu'elle est poussée sans arrêt à en pénétrer les secrets et à la diriger par elle-même.

C'est là que la lutte idéologique, la révolutionnarisation de la conscience se fait dans un tumulte permanent, d'homme à homme, de masse à masse. Tout est déterminé par l'intérêt suprême de la classe, non par la manie de fonder des organisations, et le particularisme de corps de métier se réduit à la portion qui lui revient. Une telle organisation, l'épine dorsale des conseils d'entreprise, devient un instrument infiniment plus souple de la lutte de classe, un organisme au sang toujours renouvelé, étant donné la possibilité permanente de réélections, de révocations, etc. Poussant dans les actions de masse et avec elles, l'organisation d'entreprise devra naturellement se créer l'organisme central qui correspond à son développement révolutionnaire. Son affaire principale sera le développement de la révolution et non pas les programmes, les statuts et les plans dans tous leurs détails. Elle n'est ni une caisse de soutien ni une assurance sociale, même si – cela va de soi – elle ne craint pas de faire des collectes pour le cas où il serait nécessaire de soutenir des grèves. Propagande ininterrompue pour le socialisme, assemblées d'entreprise, discussions politiques, etc., tout cela fait partie de ses tâches; bref, c'est la révolution dans l'entreprise.

En gros, le but de l'organisation d'entreprise est double. Le but premier, c'est de détruire les syndicats, la totalité de leurs assises et l'ensemble des idées non prolétariennes qui se concentrent en eux. Aucun doute bien sûr que l'organisation d'entreprise affrontera, au cours de cette lutte, des ennemis acharnés : toutes les formations bourgeoises; mais il en sera aussi de même avec les partisans de l'USPD et du KPD, soit que ceux-ci reproduisent encore inconsciemment les vieux schémas de la social-démocratie (même s'ils adoptent un programme politique différent, ils s'en tiennent au fond à une critique politico-morale des «erreurs» de la social-démocratie), soit qu'ils se comportent ouvertement en ennemis, dans la mesure où la politiciaillerie, l'art diplomatique de se tenir toujours «en haut» leur importe plus que la lutte gigantesque pour le «social» en général. Devant cette attitude misérable, il n'y a aucun scrupule à avoir. Il ne peut y avoir aucun accord avec l'USPD tant qu'il ne reconnaît pas, sur la base de l'idée des conseils, la nécessité des organisations d'entreprises, lesquelles ont sûrement encore besoin de transformation et sont aussi encore capables d'être transformées. Une grande partie des masses les reconnaîtra avant l'USPD comme direction politique. C'est un bon signe. L'organisation d'entreprise, en déclenchant des grèves de masse et en transformant leur orientation politique, se basant chaque fois sur la situation politique du moment, contribuera d'autant plus rapidement et d'autant plus sûrement à démasquer et à anéantir le syndicat contre-révolutionnaire.

Le deuxième grand but de l'organisation d'entreprise est de préparer l'édification de la société communiste. Peut devenir membre de l'organisation d'entreprise tout ouvrier qui se déclare pour la dictature du prolétariat. De plus, il faut rejeter résolument les syndicats, et se libérer résolument de leur orientation idéologique. Cette dernière condition devra être la pierre de touche pour être admis dans l'organisation d'entreprise. C'est par là que l'on manifeste son adhésion à la lutte de classe prolétarienne et à ses méthodes propres; on n'a pas à exiger l'adhésion à un programme de parti plus précis. De par sa nature et sa tendance l'organisation d'entreprise sert le communisme et conduit à la société communiste. Son noyau sera toujours expressément communiste, sa lutte pousse tout le monde dans la même direction. Mais alors qu'un programme de parti sert et doit servir en majeure partie à l'actualité (au sens large, naturellement), alors que des qualités intellectuelles sérieuses sont exigées chez les membres du parti et qu'un parti politique comme le Parti communiste-ouvrier (KAPD), progressant en avant et se modifiant rapidement en liaison avec le processus révolutionnaire mondial, ne peut jamais avoir une grande importance quantitative (à moins qu'il ne régresse et se corrompe), les masses révolutionnaires, au contraire, sont unies dans les organisations d'entreprise par la conscience de leur solidarité de classe, la conscience d'appartenir au prolétariat. C'est là que se prépare organiquement l'union du prolétariat; alors que sur la base d'un programme de parti cette union n'est jamais possible. L'organisation d'entreprise est le début de la forme communiste et devient le fondement de la société communiste à venir.

L'organisation d'entreprise accomplit ses tâches en union étroite avec le KAPD (Parti communiste-ouvrier).

L'organisation politique a comme tâche de rassembler les éléments avancés de la classe ouvrière sur la base du programme du parti.

Le rapport du parti à l'organisation d'entreprise résulte de la nature de l'organisation d'entreprise. Le travail du KAPD à l'intérieur de ces organisations sera celui d'une propagande inlassable. Il faudra décider des mots d'ordre de la lutte. Les cadres révolutionnaires dans l'entreprise deviennent l'arme souple du parti. De plus il est naturellement nécessaire que le parti lui aussi prenne un caractère toujours plus prolétarien, une expression de classe prolétarienne, qu'il satisfasse à la dictature par en bas. Par là le cercle de ses tâches s'élargit, mais en même temps il acquiert le plus puissant des soutiens. Ce qui doit être obtenu, c'est que la victoire (la prise du pouvoir par le prolétariat) aboutisse à la dictature de la classe et non pas à la dictature de quelques chefs de parti ainsi qu'à leur clique. L'organisation d'entreprise en est la garantie.

La phase de la prise du pouvoir politique par le prolétariat exige la répression la plus impitoyable des mouvements capitalistes-bourgeois. Cela sera atteint par la mise en place d'une organisation en conseils exerçant la totalité du pouvoir politique et économique. L'organisation d'entreprise elle-même devient, dans cette phase, un élément de la dictature prolétarienne, exercée dans l'entreprise par le conseil d'entreprise ayant pour base l'organisation d'entreprise. Celle-ci a en outre pour tâche, au cours de cette phase, de tendre à se transformer en fondement du système économique des conseils.

L'organisation d'entreprise est une condition économique de la construction de la communauté (*Gemeinwesen*) communiste. La forme politique de l'organisation de la communauté communiste est le système des conseils. L'organisation d'entreprise intervient pour que le pouvoir politique ne soit exercé que par l'exécutif des conseils.

Le KAPD lutte donc pour la réalisation du programme révolutionnaire maximum, dont les revendications concrètes sont contenues dans les points suivants :

I. – Dans le domaine politique

1. Fusion politique et économique immédiate avec tous les pays prolétariens victorieux (Russie soviétique, etc.), dans l'esprit de la lutte de classe *internationale*, dans le but de se défendre en commun contre les tendances agressives du capital mondial.

2. Armement de la classe ouvrière révolutionnaire politiquement organisée, mise en place de groupes locaux de défense militaire (*Ortswehren*), formation d'une armée rouge; désarmement de la

bourgeoisie, de toute la police, de tous les officiers, des "groupes de défense civiques" (*Einwohnerwehren*)²¹, etc.

3. Dissolution de tous les parlements et de tous les conseils municipaux.
4. Formation de conseils ouvriers comme organes du pouvoir législatif et exécutif. Élection d'un conseil central des délégués des conseils ouvriers d'Allemagne.
5. Réunion d'un congrès des conseils allemands comme instance politique constituante suprême de l'Allemagne des Conseils.
6. Remise de la presse dans les mains de la classe ouvrière, sous la direction des conseils politiques locaux.
7. Destruction de l'appareil judiciaire bourgeois et installation immédiate de tribunaux révolutionnaires. Prise en charge de l'appareil pénitencier bourgeois et des services de sécurité par les organes prolétariens adéquats.

II. – Dans le domaine économique, social et culturel

1. Annulation des dettes d'État et autres dettes publiques, annulation des emprunts de guerre.
2. Expropriation par la République des conseils de toutes les banques, mines, fonderies, ainsi que des grandes entreprises dans l'industrie et le commerce.
3. Confiscation de toutes les richesses à partir d'un certain seuil qui doit être fixé par le Conseil central des conseils ouvriers d'Allemagne.
4. Transformation de la propriété foncière privée en propriété collective sous la direction des conseils locaux et des conseils agraires (*Gutsräte*) compétents.
5. Prise en charge de tous les transports publics par la République des conseils.
6. Régulation et direction centrale de la totalité de la production par les conseils économiques supérieurs qui doivent être investis par le Congrès des conseils économiques.
7. Adaptation de l'ensemble de la production aux besoins, sur la base des calculs économiques statistiques les plus minutieux.
8. Mise en vigueur impitoyable de l'obligation de travailler.
9. Garantie de l'existence de chacun relativement à la nourriture, l'habillement, le logement, la vieillesse, la maladie, l'invalidité, etc.
10. Abolition de toutes les différences de castes, des décorations et des titres. Égalité juridique et sociale complète des sexes.
11. Transformation radicale et immédiate du ravitaillement, du logement et de la santé dans l'intérêt de la population prolétarienne.
12. En même temps que le KAPD déclare la guerre la plus résolue au mode de production capitaliste et à l'État bourgeois, il dirige son attaque contre toute forme d'idéologie bourgeoise et se fait le pionnier d'une conception du monde prolétarienne révolutionnaire. Un facteur essentiel de l'accélération de la révolution sociale réside dans la révolutionnarisation de tout l'univers d'idées du prolétariat. Conscient de ce fait, le KAPD soutient toutes les tendances révolutionnaires, dans les sciences comme dans les arts, dont le caractère correspond à l'esprit de la révolution *prolétarienne*.

En particulier le KAPD encourage toutes les entreprises sérieusement révolutionnaires qui permettent à la *jeunesse* des deux sexes de s'exprimer par elle-même. Le KAPD rejette toute domination de la jeunesse.

²¹ Milices paramilitaires bourgeoises mises en place dans l'ensemble du Reich par la social-démocratie au début de 1919 pour écraser la révolution. Elles collaboraient avec la police et la Reichswehr. Elles furent dissoutes après le putsch de Kapp et subsistèrent en Bavière. Les Alliés en ordonnèrent la dissolution en avril 1921 pour respecter les termes du traité de Versailles qui limitait les forces armées allemandes à 100.000 hommes. Seule la moitié des armes des *Einwohnerwehren* fut récupérée par l'État (et donc la Reichswehr), l'autre moitié alimenta les milices paramilitaires d'extrême droite (nazis inclus) [NdT].

La lutte politique contraindra la jeunesse elle-même à un développement supérieur de ses forces, ce qui nous donne la certitude qu'elle accomplira ses grandes tâches avec une clarté et une résolution totales.

Dans l'intérêt de la révolution, il est du devoir du KAPD que la jeunesse obtienne dans sa lutte tout le soutien possible.

Le KAPD est conscient qu'après la conquête du pouvoir politique par le prolétariat, un grand champ d'activité revient également à la jeunesse dans la construction de la société communiste : la défense de la République des conseils par l'Armée rouge, la transformation du processus de production, la création de l'école du travail communiste qui accomplit ses tâches créatrices en union étroite avec l'entreprise.

Tel est le programme du Parti communiste-ouvrier d'Allemagne. Fidèle à l'esprit de la Troisième Internationale, le KAPD reste attaché à l'idée des fondateurs du socialisme scientifique, selon laquelle la conquête du pouvoir politique par le prolétariat signifie l'anéantissement du pouvoir politique de la bourgeoisie. Anéantir la totalité de l'appareil d'État bourgeois avec son armée capitaliste commandée par un corps de junkers et de bourgeois, avec sa police, ses geôliers et ses juges, avec ses curés et ses bureaucrates – voilà la première tâche de la révolution prolétarienne. Le prolétariat victorieux doit donc se cuirasser contre les coups de la contre-révolution bourgeoise. Lorsqu'elle lui est imposée par la bourgeoisie, le prolétariat doit s'efforcer d'écraser les forces adverses de la guerre civile avec une violence impitoyable. Le KAPD a conscience que la lutte finale entre le capital et le travail ne peut trouver de solution à l'intérieur des frontières nationales. Aussi peu le capitalisme recule devant les frontières nationales et se laisse retenir par quelque scrupule national que ce soit dans son entreprise de pillage à travers le monde, aussi peu le prolétariat doit perdre des yeux, hypnotisé par l'idéologie nationaliste, l'idée fondamentale de la solidarité de classe internationale. Plus l'idée de la lutte de classe internationale sera clairement conçue par le prolétariat, plus on mettra de zèle à en faire le leitmotiv de la politique prolétarienne mondiale, et plus impétueux et massifs seront les coups de boutoir de la révolution mondiale qui réduiront en morceaux un capital mondial en décomposition. Par-delà toutes les particularités nationales, par-delà toutes les frontières et toutes les patries, brille pour le prolétariat, d'un rayonnement éternel, sur sa propre bannière, le mot d'ordre : PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS.

Berlin, 1920.

LE PROGRAMME DU KAPD, JANVIER 1924



Hans Baluschek, Femmes prolétaires (*Proletarierinnen*) sortant d'usine, vers 1900 (Märkisches Museum, Berlin)

« La révolution de la classe ouvrière n'est pas un acte purement économique; encore moins se réduit-elle à n'être qu'un acte purement politique. La révolution de la classe ouvrière est plutôt dans la totalité de son déroulement un processus unitaire, politique et économique, où le politique ne peut jamais être absolument séparé de l'économique. Rejeter l'un de ces deux éléments revient toujours à dévier un temps du droit chemin de la révolution... »

«Le but historiquement nécessaire de la révolution prolétarienne réside finalement dans la réorganisation de la production. Mais les tâches de la classe ouvrière dans la révolution sont avant tout des tâches politiques. Seule la ferme possession du pouvoir politique permet à la classe ouvrière de réorganiser la production et de conduire la société au communisme.»



ISBN 979-10-94518-12-0 (Br.) : 10 €. – EAN 9791094518120